12e année — N° 219 — 25 Mars 1936 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

DANS CE NUMÉRO :

QUAND L'UNION SACRÉE S'APPELLE UNION DE LA NATION FRANÇAISE...

UNANIMITÉ IMPOSSIBLE !

par M. CHAMBELLAND

UNE BELLE FIGURE -- UNE ÉPOQUE

LETTRES DE MARIE GUILLOT

(Suivies du discours de J. FONTAINE sur la tombe de Marie Guillot)

" RÉALISATIONS SOCIALISTES "

LES ASSURANCES SOCIALES EN U. R. S. S.

(Suite et fin)

par M. YVON

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :

Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 219

(25 mars 1936)

Quand l'Union sacrée s'appelle Union de la nation française... — UNANIMITÉ IMPOSSIBLE ! ..... M. CHAMBELLAND.

Parmi nos lettres

A bas la guerre ! A bas l'union sacrée ! — A propos de Kipling. — « On ne peut lire un numéro de la *R. P.* sans y apprendre quelque chose. »

◇

Une belle figure. Une époque. — LETTRES DE MARIE GUILLOT.
Discours sur la tombe de Marie Guillot..... J. FONTAINE.

En marge... par Romagne

Réactions sur Kipling. — Cinémas : *Temps Modernes* (Charlie Chaplin) ; *Fantôme à vendre.*

◇

« Réalisations socialistes » : LES ASSURANCES SOCIALES EN U.R.S.S. ..... M. YVON.

Faits et Documents

Les déclarations contre la guerre et l'Union sacrée : Le Syndicat des Correcteurs parisiens. — Le « Barrage ». — « Travailleurs, vous êtes trahis ! »

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Collection de la « Révolution Prolétarienne »

PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

par J. F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA
(45 CARTES)

Prix : 9 francs *QUATRIÈME MILLE*

DEUX ANS D'INDOCHINE

UN FLEUVE DE SANG

UNE BROCHURE

Prix : **UN** franc

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e (Compte n° 734-99 Paris).

QUAND L'UNION SACRÉE S'APPELLE UNION DE LA NATION FRANÇAISE...

Unanimité impossible

« Enfin, l'unité est faite. On a maintenant le droit de se disputer : qui commencera ? » C'est par ces mots un peu énigmatiques que Vivès termine son deuxième article sur le Congrès de Toulouse, dans l'*Ecole libératrice* du 14 mars.

Je l'avoue, en revenant de Toulouse, l'idée de « commencer » était bien loin de mon esprit.

Mais les événements s'imposent à nous avec une logique à laquelle il est impossible de se soustraire.

On avait, à Toulouse, en enterrant la motion des correcteurs parisiens, écarté la guerre des préoccupations immédiates du mouvement syndical. *Le lendemain même,* le geste du gouvernement allemand révéla une situation internationale telle que tout le monde se mit à croire la guerre prochaine, voire immédiate. Quelle leçon !

L'unanimité venait de se faire sur l'action confédérale. Le renvoi de la résolution des correcteurs jeta sur elle une grande tache d'ombre. Renvoi insolite. Les augures savaient, ils ne pouvaient pas ne pas savoir que le geste de Hitler allait se produire. Il n'était personne à peu près au fait de la situation internationale qui ignorât que la remilitarisation de la zone rhénane serait la réponse de l'Allemagne à la ratification du pacte franco-soviétique. Environ un mois avant le Congrès, j'avais pu lire l'annonce de cet événement dans une dépêche d'agence — et je ne suis pas un augure.

Les dirigeants de notre mouvement syndical unifié sont bien coupables de n'avoir pas préparé les congressistes de Toulouse aux événements qui allaient surgir. Un débat rapide aurait permis à tous de percevoir le danger et d'y faire face.

La seule excuse qu'on puisse invoquer, c'est que l'on craignait pour l'unanimité qui venait de se réaliser : si le problème de la guerre avait été mis en discussion, cette unanimité toute fraîche se serait trouvée rompue à peine une heure après sa consécration. Certes ! Mais ajourner le débat, ce fut reculer pour plus mal sauter. Aujourd'hui, quinze jours après le Congrès, maintenant que la question de la guerre est au premier plan de nos soucis, nous sommes contraints de nous demander ce qui reste de la belle unanimité du Congrès de Toulouse.

Ce sont, camarade Vivès, les événements qui ont « commencé »...

◇◆◇

J'entends bien les camarades qui vont m'objecter que la Commission administrative de la C.G.T. s'est réunie sans retard pour discuter de l'attitude à prendre en face des événements et que, dans l'après-midi du 11 mars, ses membres se sont mis d'accord sur une résolution. Donc, me dira-t-on, l'unanimité continue.

Mieux, le camarade Bouyer, le nouveau directeur du *Peuple*, écrit, le 17 mars, les lignes suivantes : « Aujourd'hui, cette unanimité se trouve confirmée et renforcée par les récentes décisions que la Commission administrative vient de prendre en présence du danger de guerre résultant de la répudiation du pacte de Locarno par le dictateur de Berlin. »

Je ne sais pas quelle idée au juste le camarade Bouyer se fait de l'unanimité. Il me semble que, pour réaliser celle-ci, chacun doit y mettre du sien. C'est ainsi que cela se fit à Toulouse. Il serait parfaitement intolérable de prétendre aujourd'hui que l'accord s'est réalisé à Toulouse sur la base de la politique suivie naguère par la direction de la C.G.T.

On peut maintenant examiner à loisir le texte de la résolution d'unanimité. Il renferme des phrases, des paragraphes même qui impliquent, plus ou moins clairement il est vrai, la répudiation du passé et l'annonce d'une politique nouvelle. C'est cette politique nouvelle que les délégués de Toulouse ont saluée d'enthousiasme.

La résolution votée à propos des événements internationaux a beau être une résolution d'unanimité de la C.A. de la C.G.T., elle n'amorce pas cette politique nouvelle attendue. Bien au contraire ! Au sortir du Comité général de l'Union des syndicats de la région parisienne, le mardi 17 mars, le camarade Bothereau, secrétaire confédéral, qui avait entendu nos critiques, me disait qu'il avait tout naturellement approuvé la résolution de la C.A. puisqu'elle était dans la ligne de la politique constante de la C.G.T.

Voilà la vérité ! Peu importe l'attitude des dirigeants ex-unitaires qui se sont ralliés au texte de la C.A. et qui l'ont défendu, avec plus ou moins de bonheur, devant les délégués des syndicats parisiens. Ils n'en sont pas à un reniement près. Ce qui compte, c'est qu'en face des événements graves de ces jours derniers, l'organisation ouvrière désormais la plus puissante de ce pays, la C.G.T. unifiée, s'est bornée à reprendre la position de la C.G.T. d'avant l'unité, c'est-à-dire la position inaugurée en 1914.

Sur la question de la guerre, à qui ferait-on l'injure de croire que l'unanimité pourrait un jour se réaliser sur une telle base ? Encore une fois, les dirigeants ex-unitaires sont parfaitement libres d'aller aussi loin qu'ils le veulent dans une telle voie. Ils peuvent continuer à donner à la classe ouvrière française le spectacle le plus cyniquement démoralisant qui soit. Mais les dirigeants ex-confédérés n'ont pas le droit d'en tirer les arguments qu'ils en tirent, lorsqu'ils s'en vont, répétant à tous les échos : « C'est nous qui avons eu raison depuis vingt ans ! » Ils n'ont pas le droit de dire cela parce que ce n'est pas vrai. Même lorsqu'ils font voter par la C.A. une résolution dite d'unanimité confirmant leur politique de toujours, il n'est pas vrai qu'ils prennent, sur la redoutable question de la guerre, une position qui réponde à l'intérêt de la classe ouvrière et aux nécessités du maintien de la paix. Ce n'est pas plus vrai en 1936 qu'en 1914.

L'expérience de 1914 ne peut être oubliée. Il ne suffit pas que, pour des raisons étrangères à l'intérêt de la classe ouvrière, les dirigeants ex-unitaires ratifient aujourd'hui la politique du syndicalisme d'union sacrée pour que cette politique se trouve soudainement parée de toutes les vertus. Au contraire !

Il suffit qu'on veuille imposer, sans discussion, cette politique à l'ensemble du mouvement syndical unifié pour que l'unanimité de Toulouse, loin d'être « confirmée » et encore moins « renforcée », soit tout bonnement détruite. La C.A. de la C.G.T. n'a pas fait autre chose dans sa réunion du 11 mars.

◇◆◇

Dans sa résolution, on trouve cette phrase : « Nulle relation normale ne saurait être établie entre les peuples s'il peut être admis qu'un Etat

peut procéder à une dénonciation unilatérale des traités et surtout répudier quand bon lui semble les engagements *librement* consentis par lui. »

Cette même phrase, à quelques variantes près, on la retrouve dans tous les documents et les propos de notre gouvernement depuis le geste de Hitler, qu'il s'agisse des discours de M. Sarraut ou de ceux de M. Flandin.

Parlant du manifeste de la Fédération syndicale internationale, M. Herriot vient d'écrire dans l'*Information* du 22 mars : « Ainsi, une organisation internationale rejoint et confirme l'opinion de sir Austen Chamberlain, conservateur. »

Sur l'interprétation du geste de Hitler, la C.A. de la C.G.T. est d'accord avec MM. Sarraut et Flandin; elle approuve le fondement juridique de l'effort diplomatique du gouvernement français. Même quand cet effort a pour but de repousser toute discussion des propositions de Hitler — vingt-cinq ans de paix en Europe — et cela, dit-on, parce qu'il est impossible de faire confiance à une nation pour qui les traités *librement signés* ne sont que chiffons de papier.

Depuis le 7 mars, sur ce thème unique, la grande presse s'est efforcée de chauffer l'opinion. Elle y a réussi d'autant mieux que la presse ouvrière lui emboîtait le pas et, dans certains cas, la dépassait même.

Eh bien ! cette affirmation que le pacte de Locarno a été librement consenti par l'Allemagne constitue, appelons un chat un chat, un *mensonge*.

Ce n'est pas vrai, le pacte de Locarno n'a pas été consenti librement par l'Allemagne. Pourquoi ? Mais tout simplement parce qu'il a été signé par ce pays alors qu'une partie de son territoire était encore occupée par les troupes du vainqueur. Il a été signé dans le seul but d'obtenir la libération de cette partie du territoire. Il a donc été signé sous l'empire de la contrainte.

Locarno n'était d'ailleurs qu'un aménagement du *Diktat* de Versailles. Les membres de la C.A. de la C.G.T. pensent-ils donc que le traité de Versailles fut, aussi, librement signé par l'Allemagne ? Attendons sans impatience qu'ils nous en fassent la démonstration...

Versailles, Locarno, les traités et les pactes, est-ce cela que la C.A. de la C.G.T. appelle « le cadre du droit international » ? Mais alors, ce fameux « droit international » ne serait que le droit des vainqueurs sur les vaincus.

C'est ce droit qui est à la base de Versailles et de Locarno. C'est ce droit que le nationalisme et l'impérialisme français veulent maintenir. C'est ce droit qui constitue le plus grand danger pour la paix.

◇◆◇

Depuis 1919, les preuves abondent de la nocivité du traité de Versailles. Je suis de ceux qui ont pris particulièrement au sérieux à ce sujet les démonstrations, d'ailleurs très pertinentes, des dirigeants de l'Internationale communiste. Encore une fois, ce n'est pas parce qu'ils ont maintenant changé d'opinion que ce qu'ils disaient hier être *noir* est aujourd'hui devenu *blanc*.

Ils nous disaient depuis 1919 que le traité de Versailles, c'était la guerre. Aujourd'hui, la revision de ce traité de guerre, ce serait encore la guerre ! Ils nous disaient, en 1926, que le pacte de Locarno était un pacte de guerre. Aujourd'hui, la dénonciation de ce pacte de guerre, ce serait encore la guerre ! Comprenne qui pourra.

S'il est vraiment possible à la classe ouvrière organisée d'agir, dans le cadre du régime capitaliste, sinon pour empêcher la guerre, au moins pour la retarder le plus possible, cette action, sa pression sur son gouvernement doivent s'exercer dans le sens de la revision du *Diktat*.

Le traité de Versailles a enfanté Hitler. Demain, il mettra le feu au monde.

Il ne s'agit pas seulement de conséquences à corriger. Il ne suffit pas de dire : « Le syndicalisme français n'a jamais considéré que l'état de choses créé par le traité de Versailles peut être tenu pour intangible. » Il faudrait clamer qu'il n'y a pas de paix possible en Europe sans la revision de ce traité. C'est la chose fondamentale.

Si demain se produisait une agression hitlérienne, ce serait le triomphe de l'esprit de revanche créé et entretenu en Allemagne par le *Diktat*. La paix ne peut être maintenue que par la disparition de cet esprit de revanche, et cet esprit de revanche ne peut disparaître si le vainqueur prétend demeurer le vainqueur — éternellement.

D'ailleurs, comme en 1914, il s'agit surtout de mots destinés à tromper les peuples des deux côtés de la frontière. Pratiquement, la remilitarisation de la zone rhénane a fait s'effondrer un des derniers pans du traité de Versailles. Les phrases grandiloquentes sur le respect des traités et les lamentations interminables sur la « mauvaise foi » des Allemands cachent mal le désir de faire renaître, sur le plan international, la politique de prestige qui mène à la guerre.

Ce qui est effrayant, c'est de voir notre mouvement syndical unifié jouer sa partie dans ce concert infernal; c'est de le voir, lui qui pourrait être une grande force de paix, se mettre à la remorque de son gouvernement.

Progrès incontestable sur 1914! En 1914, on avait attendu la déclaration de guerre. En 1936, on n'attend même pas l'ouverture des hostilités...

◇◆◇

C'est notre raison essentielle de ne pouvoir faire nôtre la résolution de la C.A. de la C.G.T., non plus d'ailleurs que celle de la Fédération syndicale internationale et de l'Internationale ouvrière socialiste. Nous repoussons ces résolutions parce que nous n'acceptons pas la thèse du gouvernement français. Nous ne nions pas le danger que l'hitlérisme représente pour la paix du monde. Mais nous sommes sûrs que la politique des gouvernements français successifs est aussi néfaste que celle de Hitler.

On dira que ce n'est pas vrai ? Mais alors, il y a aujourd'hui une belle occasion de le démontrer. Au lieu d'opposer aux négociations directes proposées par Hitler le Pacte de Genève, les traités, les pactes, les protocoles, etc. — pourquoi ne pas procéder tout de suite à de telles négociations ? Pourquoi ne pas discuter immédiatement avec Hitler ? Le gouvernement français montrerait ainsi qu'il veut sincèrement la paix. Il utiliserait, ce faisant, le seul moyen de pallier la carence de la Société des nations.

Il nous semble extrêmement dangereux d'espérer encore que la Société des nations puisse maintenir la paix européenne. Elle ne craint d'ailleurs pas le ridicule, la vieille dame de Genève ! N'a-t-elle pas donné au monde ce spectacle bouffon : le délégué italien se joignant à ceux des autres puissances locarniennes pour déclarer solennellement que l'Allemagne avait violé le pacte « librement signé » de Locarno ! Vrai ! Le gouvernement italien ! Celui qui, au mépris de tous les pactes du monde, envoie quotidiennement des tonnes de bombes sur les ambulances et les villages éthiopiens !

Cela possède cependant l'avantage de souligner la faillite complète de la Société des nations dans l'affaire éthiopienne. L'organisme de Genève se montre, une fois de plus, incapable de faire ce pour quoi il a été créé : empêcher la guerre. Même

quand les Russes viennent à Genève, ce fait demeure. Ceux qui s'embarquent derrière la C.A. de la C.G.T. dans la nouvelle croisade pour la Société des nations ne tarderont pas à voir leurs espoirs bafoués.

Pour notre part, nous n'accordons aucune confiance à Genève, et c'est notre deuxième raison de ne pas accepter le texte de la C.A. de la C.G.T.

◇◆◇

Enfin, le texte confédéral dit : « La C.A. de la C.G.T. croit devoir rappeler que le fascisme est une constante menace de guerre; la lutte contre le fascisme est inséparable de la lutte pour la paix. »

Etait-il besoin de rappeler que le fascisme est une constante menace de guerre ? Sans doute. Mais il serait équitable d'ajouter au fascisme les autres menaces constantes de guerre. Ou alors c'est qu'on s'imagine que le gouvernement et l'état-major français représentent, eux, une force de paix.

Eh bien ! il nous est impossible de croire cela. Jamais le militarisme français n'a été plus fort. Voyez ses effectifs. Voyez le budget de la guerre, celui de la marine, celui de l'air. Voyez la ligne Maginot, bien qu'on ait dit, sans rire, qu'elle n'avait pas été construite pour attaquer, puisque souterraine (!). L'impérialisme, le nationalisme français n'ont pas cessé d'être, eux aussi, une constante menace de guerre.

La formule se révèle plus dangereuse encore si l'on pousse le raisonnement logique jusqu'au bout. La lutte contre le fascisme inséparable de la lutte pour la paix, cela veut dire que le régime intérieur d'un pays doit primer toutes les autres considérations dans les débats internationaux, et, dessous cela, il y a l'idée diabolique de tuer le fascisme, d'écraser Hitler par la guerre, la guerre préventive. La coalition des « nations pacifiques », la « paix sans l'Allemagne hitlérienne », autant de formules qui, lorsqu'on va au fond du problème, nous ramènent au « sac au dos contre le fascisme » du camarade Zyromski.

Nous croyons que c'est là une utopie aussi dangereuse que celle qui fit partir nos aînés en 1914. La guerre de 1914-1918 n'a pas tué la guerre, ni le militarisme. La guerre de demain ne tuera pas le fascisme. Déjà, la politique souterraine de préparation à la guerre renforce puissamment Hitler : toutes les mesures d'encerclement de l'Allemagne — elles sont indiscutablement nombreuses — lui permettent, c'est visible, de faire derrière lui le bloc aveugle de l'immense majorité de la nation allemande. L'impérialisme, le militarisme français jouent leur rôle dans cette préparation consciente du conflit armé. Ils ne sont pas les seuls. L'attitude de l'U.R.S.S. ne nous donne pas plus de garanties à cet égard.

Le fascisme, c'est la guerre. Mais l'impérialisme, français ou même soviétique, c'est aussi la guerre. Et la guerre ne peut que renforcer l'impérialisme et le fascisme. Ici encore, c'est l'expérience de 1914 qui parle pour nous.

Si chaque peuple menait la lutte contre les fauteurs de guerre de chez lui, on progresserait plus vite sur le chemin de la paix. Chacun doit commencer par balayer devant sa porte.

Or, la C.A. de la C.G.T. n'a encore rien trouvé à dire contre la politique internationale du gouvernement français.

Elle a laissé M. Flandin prononcer à Londres, le 16 mars, à la séance secrète du Conseil de la Société des nations, ces paroles de boutefeu :

« Si, a déclaré M. Flandin, pour obtenir à cette table une oreille unanimement favorable, il faut mettre tous ses membres en présence du fait accompli, dites-le moi. Je reviendrai alors après avoir pris certaines mesures telles qu'une *mobilisation générale;* et sans doute, alors, m'entendrez-vous mieux. »

Après ça, on peut parler des rodomontades de Hitler...

◇◆◇

Ces simples réflexions de quelqu'un qui n'a pas la prétention d'être grand clerc en politique internationale amènent une conclusion également simple, et très nette.

L'unanimité est rendue impossible par la résolution de la C.A. de la C.G.T.

Nous ne voulons pas préparer la prochaine union sacrée, même si elle doit s'appeler l'union de la nation française.

M. CHAMBELLAND.

PARMI NOS LETTRES

A bas la guerre!
A bas l'union sacrée!

Notre ami J. Péra nous écrivait, sitôt connue la nouvelle de la remilitarisation de la zone rhénane :

Suis assez amusé de l'émotion demi-feinte de nos officiels et journaux à la suite du dernier geste de Hitler.

...Ils vont tout de même un peu fort, nos Français, comme disait Molière :

« Eh ! mon Dieu, nos Français, si souvent redressés,
Ne prendront-ils jamais un air de gens sensés ? »

Un Etat de la Société des Nations en envahit un autre avec une armée forgée pour l'anéantir : péché mignon et très aimable; surtout qu'on ne parle pas de tenter d'empêcher ça de façon efficace ! Un autre Etat déplace des troupes à l'intérieur de son territoire : c'est une horreur; la loi internationale est violée; vite des sanctions économiques, financières et militaires ! (Oui, dans le canard de ce soir, le terne Marcel Lucain parle de « sanctions militaires ». Au fou !)

Quoi qu'il en soit, c'est vraiment « très grave » comme ils disent. Mais ce n'est pas très grave depuis deux jours... C'est très grave depuis le début de l'époque contemporaine. C'est très grave depuis au moins 1900. Nous avons vu 1914. L'Europe agonisante va connaître une deuxième crise aiguë. Les linéaments s'en précisent.

« Hors de l'internation point de salut ». C'est plus sûr que jamais. Mais tant qu'il n'y a pas d'internation, et tant qu'on ne se sent pas capable d'en créer une, on n'a pas le droit de se satisfaire en répétant cela. L'incendie va éclater c'est sûr... Mais il faut tâcher que ce soit le plus tard possible. Si j'étais diplomate bourgeois, je crois que je serais de ceux qui sont disposés à « causer » avec Hitler, à discuter ses propositions. Hitler a, de façon évidente, une certaine trouille de la guerre. Après son geste grandiloquent, après avoir rendu la « souveraineté » à son pays il demande visiblement à souffler un peu et à exploiter au maximum, et le plus longtemps possible, les conséquences de son geste au point de vue politique intérieure. (La démagogie est cent fois plus grande en dictature qu'en « démocratie » !)... Eh bien, moi, je propose qu'on souffle avec lui: Ce n'est pas de la grande politique, certes non; mais ça vaut mieux que de souffler sur le feu. Et c'est toujours de l'aussi grande politique que l'attitude inverse, de s'accrocher tout raidi au dernier lambeau du traité de Versailles condamné par les faits depuis si longtemps.

Et à ceux qui disent qu'on ne peut avoir confiance dans la signature des Allemands, répondons-leur qu'ils ont raison, mais rappelons-leur l'existence d'un certain traité, relatif à des dettes commerciales, entre la France et l'Amérique.

De deux amis dijonnais :

Nous attendons avec impatience, mais sans anxiété, la prochaine R. P. *Nous comptons sur peu, très peu d'ilots de camarades, mais la* R. P. *est l'un des plus sûrs.*

⁂

D'un camarade des instituteurs du Rhône :

Quelle joie, aujourd'hui, de lire l'article de Louzon et vos déclarations contre la guerre. Et honte ! honte ! *au Congrès de Toulouse qui n'a rien dit de précis à ce sujet.*

⁂

D'un camarade des cheminots de Versailles :

J'avais refusé à la fin de l'année dernière mon réabonnement à la R. P. *Refus motivé du fait que je voyais l'unité syndicale réalisée dans tous les échelons de la classe ouvrière organisée, et que de mon point de vue il était inutile d'avoir ces revues à base étriquée qui, dans un certaine mesure, éduquaient une minorité agissant syndicalement au sein du prolétariat, mais aussi je pensais que l'unité syndicale réalisée vous deviez disparaître afin de ne pas jeter la confusion, syndicalement s'entend.*

Suite au Congrès de Toulouse dont j'ai suivi très attentivement les travaux sur les événements en cours, et la guerre en particulier, je me sens bien plus près de vous que de tous les discoureurs prêchant l'union sacrée, pour des buts et des intérêts qui ne sont pas ceux du prolétariat sur le terrain national et international. Aussi je me demande avec anxiété avec ceux qui, comme nous, ont fait la dernière guerre, de quoi demain sera fait pour nos enfants et l'humanité, et quelle position prendra la C.G.T., en cas de conflit avec nos voisins, vis-à-vis des prolétaires. J'ai peur qu'il sera trop tard d'agir car, pour ma part, je crois que nous sommes déjà attelés au char du capitalisme pour défendre des intérêts opposés aux nôtres.

Je crois savoir que vous avez pris position, ce dont je vous félicite, contre toute déviation concernant cette monstruosité qu'est la guerre et l'union sacrée. Faudrait tout de même pas revenir à 1914, *et pourtant nous en prenons le chemin. Je n'aurais pas dû abandonner ma* R. P. *dont j'étais fier. Aussi, au reçu de ma lettre, voudrais-tu m'envoyer un mandat-poste pour me réabonner, et m'envoyer de même la dernière* Révolution Prolétarienne, *que je n'aurais jamais dû quitter.*

A bas l'union sacrée nous conduisant à la guerre !

⁂

Du camarade Cancouët, des cheminots de l'Etat :

Mes félicitations pour votre dernier numéro de la R. P. *C'est ainsi qu'il faut poser le problème.*

◇◆◇

A propos de Kipling Voici, avec un peu de retard, une lettre de notre ami R.W. Postgate, de Londres, à propos de l'article de Romagne sur Kipling. Nous avons, selon l'usage, communiqué cette lettre à Romagne — qui répond dans ce numéro :

L'article de Romagne sur Kipling m'étonne. Kipling, comme poète, avait des dons considérables, et il aimait les machines et les « hommes d'action ». Ça, c'est tout ce qu'il y a de vrai dans l'article. Ses dons poétiques n'étaient pas de premier ordre; c'était un véritable chansonnier, mais vulgaire, qui a joui, comme Byron et Wilde, d'une réputation qui vivra beaucoup plus longtemps à l'étranger qu'ici — parce que les fautes et la vulgarité de sa langue ne sont pas aussi apparentes aux critiques étrangers qu'à nos propres critiques. On peut citer, à titre d'exemple, cet exécrable et banal poème que Romagne reproduit comme un chef-d'œuvre; alors qu'ici il nous paraît trop fade et désuet, même pour nos cartes de Noël, sur lesquelles on le trouvait autrefois chaque année.

Kipling était surtout le poète de l'impérialisme anglais, du temps de la Guerre des Boërs. Il y a dans ses contes un personnage qu'il nomme « Paget M.P. », qu'il voue à toutes les humiliations et qu'il représente comme lâche, verbeux, fat, etc... Ce Paget M.P. réalise le type du député moyen qui visitait les Indes pour se documenter et qui considérait les Hindous comme ses égaux. Il croyait que tous leurs griefs n'étaient pas forcément mensongers. Naturellement, dans les récits de Kipling, il est toujours bafoué, les Hindous le volent, le font marcher, pour affirmer à la fin de l'histoire leur attachement sincère et profond au Raj britannique, qu'ils respectaient et aimaient éperdument dans leurs cœurs. Il y a aussi un conte dans lequel le principal personnage est un babou qui tient tête à une foule séditieuse et sanguinaire qu'il met en fuite par sa fermeté. Selon Kipling, ce babou s'est aussi courageusement comporté parce qu'il a un huitième de sang blanc dans ses veines, qu'il doit à un militaire irlandais du siècle précédent. L'émeute dissipée, le babou fond en larmes, les sept huitièmes de son sang l'emportant sur le reste.

Kipling a été le premier à parler du « fardeau de l'homme blanc », formule qui, ensuite, est devenue la justification de pires excès impérialistes.

Je me souviens que, pendant la guerre, il a publié un conte intitulé (je peux considérer ce titre comme une injure personnelle) Mary Postgate. *Un aviateur allemand atterrit en Angleterre, au cours d'un raid. Une jeune fille belle et pleine de patriotisme le trouve, blessé, qui demande de l'eau. Feignant de lui venir en aide, elle lui coupe la gorge, froidement. Comme c'est magnifique !*

Kipling était une sale petite bête. Il est mort, n'en parlons plus.

◇◆◇

« On ne peut lire un numéro de la *R.P.* sans y apprendre quelque chose. »

Un camarade qui nous lit depuis quelque temps nous dit ce qu'il pense de notre effort. Chose curieuse, il ne croit pas au syndicalisme — qui est pour nous la chose essentielle — et, pourtant, la revue est pour lui, comme on le verra, pleine d'intérêt :

De mon passage dans différents syndicats, je n'ai gardé qu'un souvenir amer et surtout désabusé.

C'est vous dire que je ne partage que de façon très limitée votre façon de voir concernant la question syndicale. Et pas du tout, l'état d'esprit de votre déclaration-manifeste : « Au syndicat, le pouvoir ! » Mon ami A... me communiquait récemment une réponse de Postgate, suivie de vos commentaires qui n'infirment en rien l'argumentation de ce dernier.

Je ne suis plus syndiqué et ne crois pas au syndicat. La revendication du pouvoir par vos organisations me laisse indifférent, sinon hostile. Ce qui m'intéresse, c'est la disparition, l'anéantissement du pouvoir, de l'autorité, quel que soit l'organisme qui l'exerce ou prétend avoir le « droit » de l'exercer.

Ceci dit, je reconnais et approuve votre effort éducatif et culturel. Les articles de Louzon et de Berth sortent de l'ordinaire. Sérieux, documentés et fortement pensés. On en peut dire de même de la très belle étude de Guérin sur le corporatisme fasciste. Bravo aussi pour l'article d'Ida Mett, très objectif et très vrai. (J'ai travaillé cinq mois, l'été dernier, à l'Exposition de Bruxelles pour une maison de soierie lyonnaise, et mes conclusions sur la situation politique et économique en Belgique, sont identiques à celles de votre correspondante.) L'union sacrée, en voie de réalisation ici, produira inévitablement les mêmes résultats et se traduira par la même faillite.

Je pense donc que la valeur et l'intérêt que présente la R. P. *sont indiscutables.* On ne peut lire un de ses numéros sans y apprendre quelque chose. *Et c'est assez rare pour être apprécié.*

Que faire pour la R. P. ?
UN ABONNÉ !

UNE BELLE FIGURE -- UNE ÉPOQUE

LETTRES DE MARIE GUILLOT

Jeudi 19 mars a eu lieu le transfert du corps de Marie Guillot au cimetière de Chalon-sur-Saône. Sa dépouille mortelle reposera désormais au cœur de ce département de Saône-et-Loire où notre « grande Marie » passa presque complètement sa vie. Cette cérémonie — à laquelle Pierre Monatte représentait la Révolution Prolétarienne *— s'est déroulée à un moment où, hélas ! bien des choses font repenser à ces jours, à ces mois, à ces années de la guerre, jours, mois et années dont le nom de Marie Guillot et celui d'autres militants et militantes des instituteurs demeurent à jamais inséparables. En publiant aujourd'hui les lettres que Marie Guillot écrivit à Monatte pendant les premiers mois de guerre, nous croyons rendre à sa mémoire l'hommage simple qu'elle aurait aimé; nous pensons aider nos lecteurs à se faire une idée de la militante qu'elle était, comme de la période tragique où, ferme et tranquille, elle sut « tenir ». Pas seulement « tenir », mais, également, combattre. Et combattre dans les plus difficiles conditions morales et matérielles. Il y a, dans ses lettres, avant tout, une leçon de courage.*

15 octobre 1914.

St-Martin-d'Auxy, par Marcilly-les-Buxy, le 15 octobre 1914.

Mon cher ami,

J'ai enfin de vos nouvelles — de deux côtés à la fois : c'est Million qui m'écrit pour me féliciter de mon article de l'*Ecole émancipée* sur la guerre parce que... je n'ai pas changé mon fusil d'épaule... Signe des temps ! Etre félicité pour cette raison qu'on ne se laisse pas affoler par les vents de folie.

C'est Lafosse qui me dit que vous lui demandez mon adresse. Mais... je demeure ici... Où vouliez-vous que je fusse ?

J'ai bien reçu votre carte à Mme Monatte et à vous en juillet, et je vous ai répondu à la *Vie* : vous n'aviez pas mis d'adresse. Puis la guerre est venue. J'ai été comme à moitié abrutie pendant trois semaines; je n'ai pas écrit une seule lettre. Ensuite, je me suis demandée où vous trouver. Et puis nous voilà aujourd'hui.

Parlez-moi des camarades parisiens. Dumoulin m'a écrit une lettre d'adieu fin juillet : je l'ai vu partir des premiers, je ne lui ai jamais répondu. Et les autres ? Que devenez-vous vous-même, et votre aimable compagne — et votre autre vous-même, cette *Vie*, que va-t-elle devenir ?

Ah ! nous aurons à faire pour nous tenir au-dessus de l'écume et nous retrouver à l'ancre ! Espérons.

Chez nous, notre syndicat allait bien. Notre ombre de petite section passait à 32 membres (plus que doublé) en juillet, nous allions lancer un bulletin qui avait déjà du foin dans ses bottes. J'espérais, en voyant avec quel courage mes « élèves » marchaient, pouvoir enfin me décharger sur eux de ce côté. Que restera-t-il après ? Il faudra peut-être que je reprenne le drapeau en main et que je recommence tout le travail. Malheur !

Ce qui m'épouvante plus que tous les carnages, c'est la vague de haine qui se lève, toujours plus haute, et qui détourne de leur but les énergies ouvrières. Pourvu que, après, la masse des nôtres retrouve son bon sens.

Espérons — encore.

Envoyez-moi tout ce que vous savez d'intéressant.

Mes amitiés à vous deux.

Marie GUILLOT.

◇◆◇

24 octobre 1914.

St-Martin-d'Auxy, 24 octobre 1914.

Mon cher ami,

...Vous me demandez quelles horreurs j'avais pondues : quelle curiosité ! J'osais dire que l'*Ecole émancipée* signalerait les actes de générosité (ils ne sont pas tous à l'actif des Alliés ! — oui, j'ai osé dire ça) et de barbarie (pas tous à la charge des Allemands !...), qu'elle donnerait à ses lecteurs des documents pour combattre le chauvinisme montant... le patriotisme exaspéré — ça sentait la lanterne d'une lieue — toutes exagérations qui s'opposent au développement du syndicalisme.

Reçu le numéro 3 de l'*Ecole émancipée* ? Ce brave Maillan, son article *devait* être éloquent. Est-ce que la censure serait capitaliste au lieu d'être militaire ?

Expliquez-moi donc, si vous l'avez compris, le but poursuivi par Jouhaux en publiant son article si exploité contre les syndicalistes allemands (1). Est-ce que vous ne croyez pas qu'il déraille ? du point de vue syndicaliste — même si les Allemands avaient un tort réel. (Je crois, moi, qu'ils n'en ont eu qu'un, celui de ne pas vouloir bluffer — car dans les deux pays ç'aurait été un mouvement raté: nous ne sommes pas encore la force.)

Il faudrait un homme fin à la tête de la C.G.T. Jouhaux a manqué de finesse en cette occasion.

Amitiés à vous et à votre compagne.

Marie GUILLOT.

◇◆◇

14 novembre 1914.

St-Martin-d'Auxy, 14 novembre 1914.

Cher ami,

Merci de m'avoir fait parvenir cette copie de l'article de Romain Rolland. Oui, c'est bien pensé. Mais si ces pensées ne percent pas mieux chez nous, c'est que la censure les retient impitoyablement.

Notre pauvre *Ecole émancipée*, comme vous le dites, a manqué de tenue, et quand je traçais son programme — blanchi par la censure — je lui voyais une autre tenue. Cependant, j'ai eu sous les yeux l'article de Maillan qui a fait suspendre l'*E. E.* C'était une raillerie adressée à dame Censure et où il faisait revenir au jour tout ce qu'on lui avait barré au n° 3; ce n'était point trop mal — et c'est bien pourquoi ce fut supprimé. Ils auraient dû se débattre plus habilement : quand on vous égorge, il faut hurler et ruer, c'est le seul et dernier moyen de se sauver. Ils le feront peut-être.

J'ai bien dit à Mme Audoye (une intelligence) que ce n'était pas *ça* : j'ai quasi hurlé en lisant Rebeyrol, notre pauvre vieux J. Guillaume et Laisant. Maillan m'a paru avoir peu d'esprit critique et on a mangé ce qui aurait pu le relever.

Aussi, à un deuxième article que j'envoyais à Lafosse et où j'expliquais ma façon de voir sur les atrocités qu'on attribue aux Allemands, je lui recommandais de faire sauter tout ce qu'on laisserait à côté des trous de dame Censure et qui pourrait

(1) A propos de la conversation avec Legien, à Bruxelles.

dénaturer ma pensée — tant je redoute les coupures *adroites* de ces bons messieurs. Mais il n'y eut pas besoin de veiller au grain.

Pour parler net, on *fabrique* une pensée « nationale ». Pas bien malin : on coupe la langue à tous ceux qui veulent vous contredire.

Mais si on n'écrit pas, on parle. Et je vous assure qu'ici, à côté des imbéciles, il y a bien des gens sensés — oui, beaucoup — bien que l'intelligence y soit plutôt très moyenne. J'ai trouvé un bon vieux qui n'a jamais voulu croire aux atrocités allemandes, même au plus fort de la « chauffe ». Il avait été prisonnier en 70. Quant aux instituteurs et institutrices, beaucoup manquent d'esprit critique, mais beaucoup aussi sont loin de prendre les vessies pour des lanternes. Croyez que le mal est plus en surface qu'en profondeur. Ce sera déjà assez pour nous fournir bien du travail, dont nous n'avions pas besoin. Attendons aussi que les hommes de 30 à 40 ans qu'on a envoyés sur le front reviennent chez eux : la guerre prendra quelque chose, et le nationalisme aussi. A cet âge, on a une famille, et on réfléchit. Du moins, j'en juge d'après ce que j'entends autour de moi.

En attendant, les nôtres disparaissent. L'autre jour, j'en pleurais dans mon assiette en lisant la lettre d'une pauvre petite femme à qui j'avais demandé des nouvelles de son mari. Nos rangs seront clairs; et nous pourrons nous réatteler, nous les vieux : il y aura encore de l'ouvrage pour nous.

Lisez-vous l'*Humanité ?* Elle commence à se refaire. Mais, à un moment, je faisais comme en lisant l'*Ecole émancipée,* j'en sautais et j'en grognais tout fort; ce pauvre Vaillant ! je me suis demandée, en lisant ensuite Laisant, Guillaume, Jouhaux, quel vent soufflait à Paris.

Croyez-vous à leur dernière invention pour tenir les pauvres en haleine : qu'on supprimera la guerre ! et que cette guerre est la dernière ! Et l'ours russe et ce pauvre peuple russe, encore plus ignorant que le nôtre ! Et la rivalité anglo-russe ! Et le prolétariat conscient qui manque d'hommes et d'organisation ! — Pauvre *Humanité !* Elle radote parfois.

Merrheim a bien l'air d'un solide au poste. Et après la guerre, on pourra lui dire merci.

A propos, avez-vous lu la *Revue de l'Enseignement ?* Et la ponte de Laurin ? Vous le souteniez. Mais moi, je le voyais « tourner » depuis longtemps. Il nous en a pondu du propre. J'ai envoyé ça à Lapierre qui était à Mâcon et dont je n'ai plus de nouvelles : mort tuberculeux ? ou envoyé au feu ? Pauvre petit gars.

Elle est fraîche, la *Revue de l'Enseignement !* Si elle déteint sur ses lecteurs, nous aurons du travail, nous autres... Espérons quand même.

⁂

Pour vous, voilà. Quand vous aurez passé le Conseil — bientôt sans doute — si vous restez, et toujours sans travail, il ne faudrait pas vous forcer à endurer à Paris. Si vous y avez la vie trop étroite, dites-le tout simplement. Vous débarquerez ici, avec votre femme, si vous n'avez pas trop peur d'une solitude qui est à 20 kilomètres de Montceau.

De même, si votre femme reste seule, si elle ne craint pas de s'ennuyer dans mon désert.

Je serai satisfaite de vous rendre ce service en ce dur moment.

Ce ne sera pas une hospitalité de millionnaire, vu que j'ai simplement 150 francs par mois. Mais on peut vivre tout de même ainsi pendant quelques mois. J'ai assez de place pour vous loger.

Vous n'aurez qu'à accepter aussi simplement que c'est offert. Je ne tiens jamais grands discours; mais, quand je parle, c'est très sérieusement, et si j'offre quelque chose, c'est sans arrière-pensée ; autrement, j'aime mieux me taire.

Alors, vous verrez comment ça tournera.

Marie GUILLOT.

P.-S. — Donnez-moi des nouvelles, d'ici à cette révision. Maintenant, je réfléchis que vous préférerez peut-être rester à Paris, où vous avez vos habitudes plutôt que de venir vous enterrer là. Alors je pourrais pendant quelques mois vous verser de 75 à 80 francs, sauf début de décembre où je ne pourrais que 60. Il faut que je finisse de réunir le prix de la pension de ma mère, que je dois payer en janvier. Cet argent ne me ferait pas défaut pendant quelques mois : c'est ce que je mets de côté, d'habitude, pour voyages, congrès, caisses du Syndicat et du Groupe féministe et achat d'habits. Mais j'ai tout ce qu'il me faut pour l'hiver : ça ne me priverait pas. Pendant ce temps, ça pourrait aller mieux.

◇◆◇

(*Sans date.*)

Copie d'une carte reçue avant-hier :

Puy-de-Dôme. Issoire, 4 *nov.* 1914.
(*Dépôt des otages*).

De votre collègue et camarade révoquée, recevez un salut affectueux.

Arrêtée comme « suspecte » le 21 *août, j'ai vu Paray-le-Monial, Clermont-Ferrand et Issoire. J'ai fait appel à mon administration vosgienne le* 8 *septembre : on m'a répondu par une révocation datée du* 11 *octobre. Comme vous le voyez, c'est expéditif ! Après la guerre, je ferai appel auprès du C.D. vosgien.*

Bien fraternellement.

Julia BERTRAND.

Hein ?

J'ai écrit immédiatement à Marthe Bigot pour mettre la Fédération féministe universitaire en chasse. Mais... pourra-t-elle quelque chose ?

⁂

Une idée : Ne croyez-vous pas que Romain Rolland poétise lorsqu'il écrit : « Avec quelle joie prodigue, elle verse son sang... » ? Ici, les paysans sont partis parce qu'ils ne pouvaient faire autrement. Peut-être voit-il seulement la jeunesse des écoles. Et elle aurait mieux à faire qu'à s'enthousiasmer pour une si piètre cause; cette « manche » aurait pu se gagner *mieux*, avec du surplus, par une lutte sociale bien menée. Toujours l'aveuglement du taureau qui fonce si on lui présente un foulard rouge, sans voir que le vide est derrière. Vous voyez que je n'ai guère l'âme d'un poète — mais je voyais tant d'autres luttes plus belles que je juge aveugles ceux qui s'enthousiasment pour celle-ci. On viendra nous parler du « sang » des révolutions...

Marie GUILLOT.

◇◆◇

22 novembre 1914.

St-Martin-d'Auxy, 22 novembre 1914.

Cher ami,

Entendu; si vous êtes mobilisé, j'attendrai votre femme. Vous me préviendrez et je vous donnerai tous les renseignements nécessaires.

Pour Julia Bertrand, j'ai écrit à Marthe Bigot, secrétaire de la Fédération féministe universitaire, à Loriot, trésorier de la Fédération des Syndicats. Et Pellat-Finet a écrit à Montjotin, président actuel de la Fédération des Amicales à Riom. Si on pouvait coordonner les efforts... Parlez-en toujours à Merrheim.

Un renseignement : un de nos camarades de la section, « frappé » par l'action de la Fédération des Amicales (un joli bluff ! Vous en avez connaissance ?) nous a demandé d'affirmer la vie de

la section. J'en ai parlé à Loriot pour la Fédération. Paraît que nos groupes sont en sommeil. Mais nous nous cotisons, en Saône-et-Loire, ce qui fera une faible somme. J'ai suggéré de l'envoyer au Comité de chômage de la C.G.T. A qui faut-il adresser les fonds ? A Merrheim ? Son adresse, s. v. p.

Oui, je connais tout pour l'*Ecole émancipée*, j'ai demandé ça à Lafosse... Et les recommandations à lui faites par le bureau de censure (sur la ligne patriotique à suivre). Malgré la tristesse de l'heure, j'en riais, tant on voit bien où le bât les blesse et tant on reconnaît bien les caractéristiques de leur mentalité. Un régal des dieux. Si Lafosse m'en croit, on étalera ça en détail — après le coup de guerre — dans l'*E. E.*, et on se régalera en chœur — ceux qui resteront, hélas !

Rien de neuf dans mon désert. Pas d'autre bruit, dans mon château de Bel-Air et de Belle-Vue, que celui des canons qu'on essaie au Creusot (on le voit depuis ici, pas très loin).

Amitiés à tous deux.

Marie GUILLOT.

◇◆◇

29 décembre 1914.

St-Martin-d'Auxy, 29 décembre 1914.

Cher ami,

Je reçois votre manifeste (1).

Je suis bien d'accord avec vous quant aux fautes commises par le Comité confédéral. La dernière est peut-être de toutes la plus formidable. Est-ce que des révolutionnaires éclairés ne savent pas que la classe ouvrière, plus que toute autre, paye les frais de la casse ? Est-ce qu'ils ne doivent pas comprendre qu'un pays comme l'Allemagne ne s'anéantit pas et que la guerre ne peut qu'exaspérer les défauts de son esprit public, si tant est que les Allemands soient plus aveugles que nous ? Faire la révolution, *libérer un peuple* de la tyrannie à coups de canon, c'est toute l'idéologie de 1793 qui reparaît là. On sait à quoi ça a abouti. Les Allemands sont bons pour se libérer d'eux-mêmes; et la paix mettra de meilleures armes en leurs mains que la guerre. Faisons donc notre travail qui est de développer nos organisations de lutte, et laissons donc nos voisins faire le leur. On dit : « Ne pas abattre l'Allemagne, c'est lui laisser la possibilité de prendre une revanche. » Admettons l'Allemagne abattue (pourra-t-elle l'être plus que la France en 70, et peut-on empêcher une nation qui a la volonté de vivre de renaître de ses cendres?) oui, admettons. Les chances de guerre ne seront nullement diminuées, elles seront seulement déplacées : le centre sera à Pétersbourg et Londres, au lieu d'être à Berlin et Vienne. Il y a encore de beaux jours pour le désordre capitaliste. Et le meilleur moyen, et le plus rapide, malgré sa lenteur extrême, d'éviter les guerres, c'est de tuer la société capitaliste, c'est d'instaurer un régime de justice sociale, où les rivalités économiques seront remplacées par des calculs économiques internationaux.

Quand je lis ce que l'*Humanité* fait digérer à ses lecteurs — mais, croyez-le, tous ne le digèrent pas et les comptes se feront — j'en gémis sur la nouvelle mentalité socialiste. C'est le retour à la brutalité ancestrale : rossons-les et tuons-les pour leur porter la liberté. On se demande : est-ce démence, sottise, ou « chauffe » ?

Le devoir des organisations ouvrières était de tout mettre en œuvre pour préparer la paix : on y aura déjà assez de mal. Et nous ne devions pas décourager les neutres dans leur effort d'humanité et de clairvoyance ouvrière.

Peut-être, un neutre dont on ne se préoccupe pas assez, le choléra, viendra-t-il mettre tout le monde d'accord. Et, au printemps, peut-être verrons-nous se signer une paix du choléra, comme durent la signer Turcs et Bulgares. Mais, voilà, nous pourrons compter nos pauvres gars.

⁂

Quant aux causes de la guerre et aux responsabilités, il est prématuré d'en parler : elles sont au fond d'ordre économique, je le sais, et chaque pays porte son fardeau. Tout sera tiré au clair après quelques années de paix. Et notre devoir sera d'en informer *largement* la classe ouvrière, pour lui faire comprendre que, comme toujours, c'est elle le dindon de la farce, farce atrocement tragique.

⁂

La C.G.T. aura besoin d'une forte purge. Et il ne faut pas que Merrheim et les autres vous imitent; il faut, à l'intérieur, de bons pilotes pour parer le mieux possible.

Votre démission, utile pour attirer l'attention des groupes, doit rester unique; il suffira aux autres camarades d'approuver vos raisons — du moins, c'est mon avis. Ne noyons pas tout, le travail de sauvetage serait impossible.

⁂

Mes amitiés à votre femme et à vous-même. A quand ce Conseil ? C'est l'épée de Damoclès qui ne se décide pas à tomber...

(*A suivre.*) Marie GUILLOT.

(1) Lettre de démission de Monatte du Comité confédéral.

Le discours de J. Fontaine sur la tombe de Marie Guillot

Voici le discours prononcé par le camarade Fontaine, des instituteurs du Rhône, le 19 mars, sur la tombe de Marie Guillot, au cimetière de Chalon-sur-Saône :

Au nom du Comité de souscription qui a la pieuse satisfaction de voir se réaliser l'œuvre qu'il s'était proposée, au nom du Syndicat de l'Enseignement du Rhône, au nom des nombreux camarades épars dans tout le pays, amis et admirateurs de Marie Guillot, j'apporte ici le suprême hommage à notre regrettée camarade.

Faire son éloge, retracer sa vie, je ne peux mieux faire que de citer tout d'abord quelques passages des nombreux articles qui ont paru, il y a deux ans dans diverses revues syndicalistes, lors de sa fin tragique à Lyon le 5 mars 1934.

⁂

De Marcel Martinet (*Action syndicaliste*) :

Marie Guillot est morte à Lyon le lundi 5 mars. Elle était cruellement malade depuis plusieurs années et les jeunes ne l'ont guère connue. Mais il ne faut pas que nous laissions mourir son nom. Il est de ceux qui sont l'honneur de la classe ouvrière française, à qui elle aura donné toute son intelligence et tout son cœur, toute son activité, toute sa vie. Nous devons sauver son nom de l'oubli parce que les souvenirs comme ceux qu'elle laisse sont des souvenirs exemplaires qui aideront à naître et à se fortifier des âmes comme la sienne.

Féministe et laïque, antimilitariste avant, pendant et après la guerre, syndicaliste d'abord et par-dessus tout, — car le syndicalisme était pour elle la plus constante et la plus haute fidélité au prolétariat et lui inspirait toujours l'ensemble de sa pensée et de son action, — Marie Guillot a lutté dans le rang sur tous les fronts du combat social. Dans le rang toujours : quand il lui a fallu accepter des fonctions, elle les a acceptées sans

plus se soucier d'elle-même qu'à aucun moment de sa vie, uniquement pour mieux servir le prolétariat. Et pour ces fonctions, c'est toujours aux heures les plus difficiles et les plus dangereuses que les organisations ont songé à elle. Elle s'y est vouée et elle s'y est tuée, — en silence, car sa nature, comme celle de Rosa Luxembourg, était de se taire lorsqu'il ne s'agissait que d'elle. Sa seule récompense aura sans doute été que, malgré les outrages, les défaites et les blessures, elle n'aura jamais désespéré de l'avenir de la classe ouvrière : c'est une récompense qui n'est pas petite et que chacun peut lui envier, mais il faut la mériter.

Les premiers mots qui me viennent à l'esprit pour caractériser Marie Guillot, c'est sa simplicité, son abnégation et sa fidélité, sa pureté d'acier, sa vaillance et son stoïcisme, mais j'éprouve de la gêne à les employer parce qu'elle possédait tout cela si naturellement et à un tel point que les mots paraissent faibles, prétentieux, déplacés. Elle était de ces caractères exceptionnels qui non seulement ne recherchent pas la louange, mais pour qui la louange a presque l'air d'un affront et d'une sottise.

Tout cela pourtant, toutes ces vertus militantes, c'est bien elle, mais il faudrait les dépouiller de tout ce que leur expression pourrait avoir d'apprêté pour rendre dans son animation l'image que nous conservons d'elle : cette grande fille bâtie en force — notre « grande Marie » — avec son accent chantant de Chalonnaise, son regard droit, sa carrure, sa gaîté et son calme, sa timidité aussi, non certes devant les responsabilités mais devant les niaiseries de l'existence, et son intelligence claire et intrépide...

Car elle était bien vivante, équilibrée, solide, pas plus abstraite dans son être qu'elle ne pensait abstraitement les questions ouvrières : c'était pour des hommes et des femmes vivants, dont elle avait connu et partagé la dure et sanglante vie, qu'elle avait besoin de lutter, non pour des théories et pour des thèses; et cela ne l'empêchait pas d'apercevoir et d'étudier les problèmes sociaux dans leur complexité, cela l'aidait au contraire à les poser et à leur chercher des solutions dans la réalité concrète. Ici aussi elle donnait un exemple, et particulièrement précieux dans le mouvement ouvrier d'aujourd'hui.

⁂

De Thomas (Indre) :

Evoquer les principaux événements de sa vie syndicale, c'est retracer l'histoire de plus de vingt années de la Fédération de l'Enseignement et du syndicalisme français, tant elle a été mêlée aux luttes de toutes sortes que les organisations d'avant-garde des instituteurs et des ouvriers ont dû soutenir contre la bourgeoisie et ses soutiens.

Marie Guillot fut une collaboratrice assidue de l'*Ecole émancipée* où, pendant longtemps, elle fut chargée de la Tribune féministe. Ses campagnes ardentes ne furent pas étrangères au gros succès que remportèrent les groupes féministes de l'Enseignement lorsque le Parlement se résigna à accorder aux institutrices un traitement égal à celui des instituteurs.

Réprimandée en 1911, lors de l'affaire Paoli-Léger, elle le fut encore en 1912, après le congrès de Chambéry, pour avoir signé le Manifeste des instituteurs syndicalistes. Avec une poignée de militants, elle donna le signal de la résistance aux ordres de dissolution des syndicats d'instituteurs que la presse réactionnaire avait réussi alors à faire lancer par le ministre de l'instruction publique et elle maintint sa section debout, malgré les menaces de sanctions administratives sévères et de poursuites judiciaires.

Dès le début de la guerre, elle fit partie de la petite phalange qui, en dépit des dangers de l'heure, osa affirmer ses sentiments pacifistes et internationalistes et se dressa ouvertement contre le syndicalisme d'abdication et d'union sacrée qui avait été substitué par Jouhaux et les autres sursitaires confédéraux au vigoureux syndicalisme d'action directe de la C.G.T. d'avant 1914.

C'est pendant que se déroula l'horrible tragédie que Marie Guillot donna toute sa mesure. A elle seule, dans l'*Ecole émancipée*, elle assuma des tâches qui auraient été lourdes à supporter par plusieurs. C'est ainsi qu'en plus de la Tribune féministe qu'elle continuait à tenir régulièrement et d'une façon parfaite, il lui arriva de publier en même temps des centres d'intérêt pour les cours préparatoire et élémentaire et des leçons d'histoire pour le cours moyen.

En 1920, à Bordeaux, elle est choisie comme secrétaire des Comités Syndicalistes révolutionnaires de l'Enseignement qui avaient été constitués sur son initiative. La publication sous sa signature de la déclaration des C.S.R. lui vaut la révocation. C'est alors qu'on lui confie le secrétariat de la Fédération qu'elle doit abandonner en 1922 lorsqu'elle est nommée trésorière de la C.G.T.U. par le congrès de St-Etienne. Comme elle avait refusé de payer l'impôt inique sur les salaires, le fisc n'hésite pas à lui faire vendre son linge et tous ses meubles.

Réintégrée en 1924, elle n'en a pourtant point fini avec les persécutions. Trois ans plus tard, parce qu'elle était gérante du *Bulletin féministe* qui avait publié un rapport sur la maternité, elle est poursuivie avec l'auteur de ce rapport, Henriette Alquier, devant le Tribunal correctionnel de Saumur. Avec sa complice, elle s'en tire par un acquittement.

Marie Guillot avait pris au sérieux le manifeste qu'avait lancé la Commission exécutive de la C.G.T.U. quelques semaines après le congrès de St-Etienne pour affirmer sa résolution de défendre l'indépendance du mouvement syndical contre toute tentative de subordination, d'où qu'elle pût venir.

Lorsqu'elle vit au travail les fractions communistes qui avaient été créées dans les syndicats, elle sentit le grave danger qui menaçait la C.G.T.U. et, pour s'opposer à la mainmise du Parti sur les organisations syndicales, elle fonda les G.S.R. (groupements syndicalistes révolutionnaires).

Battue avec ses amis au congrès confédéral de Bourges, elle ne milita plus désormais qu'au sein de la Fédération qu'elle essaya de gagner à son point de vue. C'est grâce à elle surtout que naquit notre *Action Syndicaliste* en février 1925 et que fut organisée, dans la Fédération, la minorité syndicaliste révolutionnaire.

⁂

De Barrue :

L'exemple de Marie Guillot, inconnue peut-être des tribuns de carrefour et des bluffeurs de la politique, restera parmi nous. A une époque d'intrigue et d'arrivisme, sa vie demeure pour les militants syndicalistes comme une protestation muette contre les compromissions faciles et les paisibles « dégonflages ». Elle nous a appris qu'au-dessus des thèses, des conflits théoriques, il y avait à la base du syndicalisme la fidélité à la classe ouvrière et cette amitié entre militants qui répugne aux luttes fratricides et aux injures de circonstance. Elle avait foi dans une « morale des producteurs » qui n'admet point le laisser-aller des petites lâchetés et — au siècle des machines et des outillages orgueilleux — nous pouvons méditer ces lignes de son dernier article :

« Peut-être avons-nous bien des choses à apprendre des Orientaux et ne faut-il pas trop nous enorgueillir d'être des créateurs de machines.

« Peut-être faut-il encore autre chose pour créer un monde équilibré. »

⁂

A ces jugements de militants (1) qui ont lutté à ses côtés, vécu ses angoisses, ses espoirs, son tenace optimisme, j'ajouterai peu de chose.

On dit que le meilleur moyen d'honorer la mémoire de ceux qui tombent dans la lutte pour notre idéal, c'est de rester fidèle à leur enseignement. Evoquons ensemble, si vous le voulez bien,

(1) Fontaine a également cité un passage de l'article de Josette Cornec publié par la *R. P.*

les souvenirs qui nous rattachent au passé de notre chère disparue.

Marie Guillot a souffert des déchirements provoqués par la scission. J'ai la conviction intime que ces luttes fratricides auxquelles, malgré elle, elle était mêlée, ont hâté sa fin. Elle se serait grandement réjouie des derniers événements qui ont abouti au magnifique congrès qui, définitivement, a scellé l'Unité et ressuscité la vieille C.G.T.

Camarades, en nous inspirant de l'exemple de Marie Guillot, tirons de l'Unité toutes les conséquences nécessaires : avoir foi dans les destinées du syndicalisme, maintenir farouchement son indépendance, savoir que nos syndicats sont qualifiés, non seulement pour abattre le capitalisme, mais pour reconstruire la société nouvelle, savoir que la C.G.T., avec son double réseau de Fédérations et d'Unions, est apte à assurer dans le bien-être et la liberté la totalité de la vie économique et sociale du pays, sans compromission, sans attache avec aucune autre puissance, quelle qu'elle soit.

Et aujourd'hui, où les circonstances sont aussi tragiques qu'en 1914, honorons Marie Guillot en restant fidèles à son attitude pendant la guerre. A ses côtés — et ce n'est pas sans grande émotion que je rappelle ce souvenir — nous avons été quelques-uns, au milieu de la démence universelle qui exerçait ses ravages chez les meilleurs d'entre nous, à ses côtés, dis-je, nous avons crié : *Non !* à la guerre, à la guerre du droit et de la civilisation.

Marie Guillot, simplement, sans peur, avec son calme imperturbable, sans hésitation aucune, comme institutrice, comme militante, comme femme, s'est dressée contre la guerre. Censure, menaces, poursuites, perquisitions, rien ne l'a fait plier. Une des premières, elle a pris rang dans la phalange des militants qui ont résisté, réorganisé le mouvement ouvrier sur le plan national et international, et dont l'écho profond a retenti à Zimmerwald et a sauvé l'honneur du prolétariat.

J'ai le devoir de vous lire la lettre que Marie Guillot écrivait, en mai 1915, aux militants de Paris restés fidèles à l'idéal prolétarien :

« Merci de m'avoir envoyé le numéro de l'*Union des Métaux*. Je l'ai reçu peu de temps après la *Voix du Peuple*. Eh bien ! la comparaison est édifiante.

» Je suis extrêmement satisfaite du numéro de la Fédération des Métaux; c'est bien ainsi que j'aurais jugé moi-même. Je vais envoyer le numéro à une collègue de Montceau qui a si souvent déploré avec moi les âneries et les pas de clerc de Jouhaux et Cie. Elle y retrouvera comme moi la manière de l'Internationale, elle le fera lire à Montceau, et tous nos Montcelliens (ceux qui restent) et nos Montcelliennes loueront la clairvoyance et le courage de la fraction de la C.G.T. qui fut de l'opposition. Voilà des pièces à collectioner pour le moment où on lavera le linge sale par devant tous ceux qui reviendront et tous ceux qui n'ont pu ou su se faire entendre sous le bâillon de la censure.

» Je voudrais conserver ce numéro que je demande à mon amie de me retourner après l'avoir fait lire autour d'elle; il pourra me servir lors de notre première réunion syndicale : nos gars seront contents, tous comme nous toutes, que les opposants continuent; ils auront derrière eux, pour les soutenir, une masse beaucoup plus considérable que ne le fait croire l'actuel aveuglement de trop nombreux militants. Ce sont eux qui tiennent chez nous le drapeau de l'Internationale.

» Faites part de mon opinion à Merrheim relativement au travail de la Fédération des Métaux à la C.G.T.; ça lui fera plaisir de savoir que nos syndiquées institutrices de Saône-et-Loire sont bien avec lui — et les hommes aussi, d'après ce qu'ils nous écrivent.»

Admirez, camarades, le ton simple, familier, optimiste. Nous retrouvons toute Marie Guillot dans cette lettre.

Aujourd'hui, camarades, où la guerre réapparaît menaçante, ramenée par les mêmes fautes, commises par les mêmes hommes, soutenus par la même presse; aujourd'hui, devant le fléau menaçant qui sera cent fois plus terrible, où nous voyons déjà dérailler tous les états-majors des organisations démocratiques et ouvrières : parti communiste, parti socialiste, C. G. T., Ligue des droits de l'homme, Front populaire, anciens combattants, camarades, écoutez la voix de Marie Guillot. Elle vous dit, cette voix :

Cette nouvelle guerre que l'on vous prépare dans la plus odieuse équivoque, que l'on vous fera faire le poing levé, aux cris de « A bas le fascisme ! », n'est pas votre guerre; dressez-vous contre elle de toutes vos forces. Pour vous, prolétaires, les mots de nation, patrie, défense nationale n'ont pas de sens. Pour vous, femmes, mères, ces mots signifient boue, meurtre, sang, cris d'agonie, appels déchirants de la chair qui veut vivre et dont le sacrifice est un mensonge infâme.

Oui, camarades, la voix de Marie Guillot vous crie : N'écoutez pas vos dirigeants qui perdent la tête; tous, jeunes et vieux, réformistes et révolutionnaires, signifiez-leur que si l'odieuse et tragique comédie de 1914 ne leur a rien appris, qu'ils se taisent ou qu'ils s'en aillent. Formez non pas la ronde des nations pacifistes, il n'y a pas de nations pacifistes en régime capitaliste, mais la chaîne des prolétaires de tous les pays, unis contre le monstre capitaliste par-dessus les frontières, les nations, les patries. Ne connaissez, n'acceptez, ne faites qu'une guerre : la guerre des exploités contre les exploiteurs, des victimes contre les bourreaux, de ceux qui souffrent contre ceux qui jouissent et qui possèdent.

Camarades, du fond de sa tombe, voilà ce que vous dit Marie Guillot. Ecoutons-la. Suivons son exemple.

Et pour terminer, j'adresse à Marie Guillot une prière :

Nous savons, chère grande amie et camarade, — et je te parle surtout au nom de tes amis intimes, de ceux du Rhône, au milieu desquels tu es venue dans ta détresse chercher un suprême appui, un suprême refuge, — nous savons que du fond de ta nouvelle tombe tu nous reproches le geste que nous avons fait. Nous savons, — et ta sœur nous l'a rappelé avec juste raison, — que ton désir était de rester là où la mort t'avait prise; nous savons que tu aurais préféré que tes restes reposent le plus vite possible dans la fosse commune avec ceux de ce peuple que tu aimais tant et pour qui tu es morte; nous savons que tu n'aurais voulu ni concession, ni monument. Au nom de tous tes amis, pardon, Marie Guillot. Plus tard, écoute, peut-être avant cent ans, la Révolution sera un fait accompli. Une mère avec son enfant passeront un jour devant cette allée. L'enfant demandera à sa mère : « Dis, maman, qui était Marie Guillot ? » Et la mère répondra : « Je ne sais pas, mon petit; une de ces femmes de l'époque héroïque qui ont lutté et qui sont mortes pour que tu sois heureux aujourd'hui; aime-la autant que ta mère, mon petit. » Alors, tu nous comprendras, et tu nous pardonneras.

Marie Guillot, un dernier adieu; dors en paix au milieu des tiens et de tes bons camarades de Saône-et-Loire et sois tranquille : nous continuons la bataille.

RÉACTIONS SUR KIPLING

Deux bons camarades de la *R. P.* ont écrit pour faire connaître leur point de vue sur Kipling. Vous avez lu la lettre de Postgate à ce sujet.

Les abus stupides que les éditeurs ont pu faire du poème des « Si » n'enlève rien à sa grandeur. Les Anglais sont bien excusables de trouver qu'ils l'ont vu trop souvent, mais nous n'avons aucune raison d'avoir les mêmes sentiments. Quant à la question hindoue que soulève Postgate, elle est d'une ampleur qui dépasse énormément la place dont je dispose. Je tiendrais toutefois à savoir si les brahmanes considèrent les Anglais, ignobles mangeurs de viande de vache, comme leurs égaux? Sur la question hindoue, il faut voir le livre *Mother India* de l'Américaine Katherine Mayo. La traduction française n'est pas merveilleuse, l'éditeur ayant supprimé treize chapitres qu'il a jugés ne pas devoir nous intéresser, mais telle qu'elle est, on peut tout de même en extraire quelque chose. Partie pour dire leur fait aux Anglais, Katherine Mayo a écarté tous les documents et renseignements d'origine britannique pour aller faire son enquête sur place et ses conclusions ont été telles que son livre a été solennellement brûlé par les nationalistes hindous eux-mêmes. Partout et toujours, les nationalistes sont les nationalistes, et ceux de l'Inde ne sont ni plus intéressants ni plus intelligents que les autres. Car, là-bas aussi, c'est l'aristocratie qui est nationaliste et, qui plus est, l'aristocratie religieuse, c'est-à-dire la pire de toutes par l'étendue de ses préjugés. J'aurai de la sympathie pour les nationalistes hindous (si tant est que je puisse me faire violence jusqu'à avoir de la sympathie pour des nationalistes quels qu'ils soient) le jour où les populations sans caste, les parias (les intouchables, comme on les appelle là-bas), ceux qui n'ont même pas droit à l'eau, le seront aussi, ou encore le jour où la caste des Brahmanes sera ouverte aux 65 millions de parias qui n'ont, pour les protéger contre les Hindous, que les Anglais. Vous en doutez, peut-être ? Attendez et donnez-vous la peine de vérifier si bon vous semble. Le prince de Galles (l'actuel Edouard VIII), passant en automobile sur une route des Indes, vit une dizaine d'hommes, hors de la route, qui s'aplatirent à son approche et restèrent immobiles comme des corps morts. Il demanda au guide qui l'accompagnait qui étaient ces hommes.

— Rien, répondit simplement l'autre. Ne vous arrêtez pas.

Le prince stoppa et insista.

— Ce sont des parias, finit par dire le guide, des hommes sans caste. Il est préférable de ne pas vous approcher d'eux.

Le prince sauta de voiture et courut leur serrer la main.

Si l'histoire s'arrêtait là, elle n'aurait aucun intérêt, mais elle eut une suite. Le lendemain, tous les journaux hindous disaient en caractères énormes que le prince de Galles avait déshonoré l'Inde et tous les Hindous en serrant la main à des intouchables.

Pour ce qui est de la formule « du fardeau de l'homme blanc », on me fera difficilement croire qu'elle ait tué un seul indigène qui n'aurait pas été tué de la même façon sans la formule. Pour les puissances qui colonisent, la vie d'un indigène n'a pas valu plus cher avant qu'après la formule. Mais, dans le même ordre d'idées, ne pourrait-on se demander combien de pauvres diables, qui n'étaient ni princes ni grands-ducs et qui se porteraient encore bien, ont cessé de vivre en U.R.S.S., du fait de l'interprétation plus ou moins étroite ou plus ou moins forcée des textes et des paroles de Lénine ?

Il me reste à dire quelques mots sur les articles de Régis Messac parus dans *les Primaires* et *l'Ecole émancipée*. Régis Messac s'étonne d'avoir trouvé mon article dans la *R. P.* La *R. P.* est la réunion d'un certain nombre d'esprits non conformistes, courageux et indépendants qui comprennent qu'on ne soit pas de leur avis et qu'on le dise. Ils se font de la liberté, de la liberté d'autrui surtout, une idée qui n'est plus très courante aujourd'hui, mais qui a son crédit et sa valeur. Ils ont le courage de se conformer à cette conception, même quand ce n'est pas agréable pour eux (ce serait trop facile autrement). Evidemment, c'est une attitude que tout le monde n'est pas en mesure de comprendre et d'apprécier.

Terminons-en avec Régis Messac. Quand parut *le Livre de la Jungle*, tous nos nationalistes véhéments se reconnurent dans le peuple des Bandar-Log et accablèrent l'Angleterre et Kipling de leurs spirituelles et habituelles insanités. Naturellement, personne ne répondit de l'autre côté de la Manche. Je regrette sincèrement que les « Primaires » soient les seuls à vibrer aujourd'hui comme nos nationalistes d'antan. Ils sont plus clairvoyants et moins étroits d'esprit d'habitude. Et puis, mon Dieu, est-ce parce que Maupassant a refusé la Légion d'honneur qu'il faut le sacrer grand clerc ? Je ne savais pas que la Légion d'honneur pouvait avoir tellement d'importance. Tout serait à reprendre dans les articles de Régis Messac, mais je n'ai pas le temps de me consacrer à parfaire ses connaissances, il doit être en mesure de le faire lui-même. Je pourrais, par exemple, lui demander ce qu'il entend par « esclaves hindous », ces fameux « esclaves » pour lesquels Kipling n'a eu aucun sentiment de pitié. A-t-il découvert une nouvelle caste hindoue ? A part ça, il est tout à fait exact que Kipling n'a jamais manifesté de pitié pour les Hindous. La pitié est un sentiment gratuit et honorable pour celui qui le ressent, mais dégradant pour celui qui l'inspire. Kipling a manifesté à l'égard des Hindous des sentiments plus nobles que la pitié. Il avait horreur du sentiment pour le sentiment. J'ajouterai que ce n'est pas ce qui me déplaît le plus en lui.

◇◆◇

Cinémas

TEMPS MODERNES (Charlie Chaplin).

Le vagabond donne une admirable leçon à son époque dans le style qui lui est habituel. Il est inutile de faire un compte rendu de son film. Il y a des choses qu'il vaut mieux voir que lire.

◇

FANTÔME A VENDRE.

Oscar Wilde a déjà raconté une histoire d'Américains, de produits d'entretien et de fantôme. Mais cette histoire finissait d'une façon macabre et romantique. Par lui-même, un fantôme est déjà un accessoire passablement romantique. Celui du film est un garçon très sympathique en jupe écossaise et, en son temps, fort épris de bergères alors que son vénérable père absorbait beaucoup de fortes doses de whisky. Mais l'intérêt véritable de l'histoire est ailleurs. Une famille américaine visite et achète le château, le fait démolir et reconstruire pierre à pierre en Floride. Le fantôme tient son rôle dans cette partie où sont mis en valeur, à la mode anglaise, les travers des Américains: leur agitation d'hommes d'affaires exclusifs, leur amour du bluff, de la publicité tapageuse, leur mauvais goût et, en fin de compte, leur déconcertante jobarderie. Je n'ai pas la prétention de m'étendre là-dessus. Il est préférable que vous alliez voir le film.

« RÉALISATIONS SOCIALISTES »

LES ASSURANCES SOCIALES EN U.R.S.S.

(Suite et fin)

Quant aux vieillards retraités (1), nous avons entendu en 1933 l'organe syndical leur répondre lorsque, à bout de misère, ils sollicitaient la « faveur » de pouvoir manger, en payant, au réfectoire — bon marché — de l'usine à laquelle ils avaient donné leur vie :

« Si vous voulez améliorer votre sort, camarades, revenez à l'atelier, nous trouverons pour vous quelques emplois peu pénibles; autrement, impossible de vous permettre le repas au réfectoire, vous savez bien qu'il ne peut être accordé qu'à ceux qui travaillent! »

Et c'était vrai : le comité syndical d'usine ne pouvait pas accorder une telle « faveur », on ne fournissait le réfectoire en portions, d'ailleurs congrues, que selon le nombre de travailleurs présents au boulot!

Mais il y a une chose qui est encore plus grosse de conséquences, c'est une inégalité inimaginable. La pension ouvrière varie de 25 à 50 roubles par mois, rarement plus, seuls quelques anciens superoudarniks peuvent atteindre 70-80 roubles. Elle est personnelle, enlève le droit au réfectoire sans dispenser de payer son loyer, et n'est accordée à l'ouvrier *lui-même* qu'après lui avoir fait subir tous les caprices de commissions d'Etat spéciales, jamais pressées et toujours à l'affût pour trouver un défaut dans ses papiers justificatifs. Il est souvent bien difficile de prouver ses droits aux 30 roubles, tandis que d'un simple petit trait de plume les organes supérieurs de l'Etat accordent à des veuves, à des enfants de personnalités éminentes du régime (grands responsables du parti ou des grandes administrations, professeurs, techniciens, etc...) des pensions de 250 à 1.000 roubles et plus par mois en outre d'autres privilèges très avantageux, comme celui de jouir d'un appartement ou d'une villa affectée en viager à la famille du « notable » par l'Etat « socialiste ». De l'autre côté de la barricade, la veuve et les enfants de l'ouvrier n'ont droit qu'à l'usine ou aux colonies de l' « Assistance publique ».

Voilà expliqué l'emploi des deux premiers milliards du budget des A.S. Passons aux suivants.

⁂

II. — Ce qui frappe dès qu'on aborde ces quasi deux autres milliards, c'est qu'ils sont employés à des choses peut-être très utiles, mais que jusqu'ici aucune société, même capitaliste, n'avait eu le toupet de qualifier *assurances sociales* ou *complément de salaire*.

Voyons, on construit des immeubles d'habitation occupés souvent par des privilégiés et où tous *paient leur loyer*, comme partout ailleurs, et on appelle cela *assurances sociales !* Mais il y a plus fort : l'édification et l'entretien de jardins publics — baptisés pour la circonstance « jardins de la culture et du repos » — et de stades sportifs où l'entrée est d'ailleurs payante, sont un complément de salaire... « socialiste »!

Et que dirons-nous de ce « travail culturel » qui consiste à propager chez les travailleurs l'unique dernière directive du pouvoir dans des clubs dits « ouvriers » et où personne n'a même le droit d'exprimer une opinion sortant un tant soit peu de l'orthodoxie ?

C'est peut-être de l'assurance contre l' « hérésie », mais pas de l' « assurance sociale ».

Comme partout ailleurs, il y a en U.R.S.S. des écoles maternelles. On les appelle « jardins d'enfants », bien que le jardin lui-même y fasse souvent défaut et que la cour de récréation n'y soit même pas obligatoire. Ces « maternelles » soviétiques étant payantes — sauf pour un petit nombre d'indigents — il est clair que non seulement on ne peut ici parler d'un « sursalaire », mais on doit même constater un désavantage vis-à-vis de démocraties capitalistes aux maternelles gratuites.

L'entretien des colonies d'enfants assistés et d'orphelins rentre également dans ce chapitre, ainsi que les crèches-garderies où la mère de famille *pauvre* — et seulement la pauvre — laisse son bébé pendant le temps de travail à l'usine. Car il faut savoir que la plus grande quantité de crèches en U.R.S.S. n'est nécessitée que par une plus grande nécessité que partout ailleurs pour la femme d'ouvrier de suivre son mari à l'usine et c'est cette obligation pour les mères de travailler aux pièces et à la chaîne qu'on aura eu l'inconscience d'appeler leur émancipation!

Même une partie du budget de l'instruction publique est couverte par les assurances sociales alors qu'en réalité la gratuité de l'enseignement même *primaire* est très relative, puisque partout les parents doivent payer les livres et cahiers des élèves; mieux, comme les livres ainsi achetés par les parents restaient en fin d'année la propriété « socialiste » de l'école, il n'a pas fallu moins d'une décision spéciale du 7 août 1935, signée de Staline, pour qu'ils soient la propriété légale de ceux qui les ont payés. Par les *Izviestia* du 8 août 1935, on voit même que dans ce commerce l'Etat faisait de bonnes affaires : il arrivait que l'école faisait payer dans le cours élémentaire 5 roubles par élève, alors qu'elle ne lui donnait en réalité que pour 3 roubles de livres; dans les classes du cours complémentaire et supérieur, on fait payer à Moscou jusqu'à 24 roubles par an et plus par élève; et malgré cela, on n'a souvent qu'un seul livre pour 3 à 5 écoliers (toujours des mêmes *Izviestia*). Mais sous le tsarisme la fourniture de livres et cahiers était gratuite dans l'enseignement primaire et il faut vraiment une fière assurance que la vérité n'est qu'une question de moyens techniques d'information pour bluffer à ce point.

C'est comme ces bourses d'études qui sont loin d'être égalitaires et dont ne bénéficie en fin de compte que cette partie bien minime de la population (les étudiants) qui est appelée par la suite à jouir des hautes fonctions : personne ne peut voir là un supplément de salaire à ceux qui produisent. Bientôt, peut-être, on nous présentera les privilèges des dirigeants comme un supplément de salaire des dirigés!

Non, il est clair que ce second tiers du budget ne peut-être inclus dans les assurances sociales sous peine d'être obligé d'en faire de même vis-à-vis du régime capitaliste.

⁂

III. — La *R.P.* du 10-3-35 a relaté l'état déplo-

(1) Voir le début de cette étude n° 217, du 25 février 1936.

rable de la santé publique en U.R.S.S. et nous voyons ici qu'on ne s'est tout de même point gêné pour mettre cette misère au compte du complément de salaire. Oui, l'assuré social et sa famille ont droit aux soins, aux médicaments et à l'hospitalisation gratuits, mais il faut préciser que les « notables » du régime ont droit aux soins, aux médicaments et à l'hospitalisation gratuits dans des établissements comme celui du Kremlin où le choix du personnel médical est inutile, puisque se trouvent réunies là toutes les sommités de l'art médical et chirurgical, et où le malade est aux petits soins, tandis que le pauvre bougre de travailleur a non seulement perdu le droit du choix de son médecin, mais il n'a acquis que celui de soins pour indigents dans des infirmeries et hôpitaux où l'hospitalisé doit être soutenu de l'extérieur en colis de *pain de froment* pour pouvoir tenir le coup.

C'est pourquoi évidemment on cache soigneusement la part des budgets de la santé publique et des assurances sociales qui va aux soins pour notables. Il semblerait que la société n'a jamais été aussi unie et égalitaire pour mettre tout le monde dans la même rubrique, alors qu'en réalité, là comme dans d'autres domaines de la vie sociale, une médecine entretenue au compte de la « communauté socialiste » est très inégalement distribuée au profit de la « fonction » — ce remplaçant inattendu de la propriété privée.

Le demi-milliard de roubles qui va à la construction et à l'entretien de maisons de repos, sanatoria, « Rivieras » et villes d'eaux, demande lui aussi des éclaircissements détaillés.

Il existe trois grandes catégories d'établissements de repos : les plages et villes d'eaux, les sanatoria et les maisons de repos.

Tous ces établissements ont de commun qu'ils sont d'autant plus confortables, discrets et tranquilles que les catégories de gens à qui ils sont destinés remplissent une fonction sociale plus élevée.

Certes, on respire le même bon air, on se bronze au même soleil et se baigne dans la même mer Noire, mais il semble que c'est seulement parce que la science et la technique ne peuvent pas encore les compartimenter. On différencie tout ce qui peut peut l'être : la bonne chère, le confort, la discipline, le service, la solitude, etc...

Sur la Riviera russe, en Crimée, vous trouverez à Livadia une ancienne résidence du tsar transformée en maison de repos pour les paysans. Quel symbole! Et pourtant! Les grandes salles sont devenues des dortoirs, des réfectoires, des « préaux » et la propriété est devenue une « caserne du repos » pour le menu peuple. Non seulement il ne peut pas être question de venir avec sa famille ou de choisir son voisin de lit dans un dortoir pour 30 ou 40 personnes, mais on ne peut s'attarder à flâner sur la plage ou dans les bois environnants qu'en sacrifiant son repas et risquant l'indiscipline, sans parler de l'obligation de suivre régulièrement les cours politiques et les manifestations artistico-éducatives qui doteront le corps sain d'un esprit... policé.

Le régime « matériel » et « spirituel » y a été dressé au nom de la science par des hygiénistes et des sociologues, mais dès qu'on quitte Livadia pour arriver à Gourzouf, quelques kilomètres plus loin, on est tout de suite frappé du dédain qu'ont les « notables », de cette science du repos qu'ils dispensent à la population. Là, c'est la chambre personnelle, le petit pavillon dans le parc, le menu varié et fin, les domestiques au pas calfeutré; aucune fabrique d'âmes chez ceux qui fabriquent celle des autres, la flânerie à toute heure sur la plage et dans le parc protégé des importuns par un long mur. En somme, tout ce qu'il y a d'appréciable dans le repos dit « bourgeois ».

On ne se cache même pas et le Comité central du syndicat des écrivains ukrainiens a décidé (*Izviestia* du 2-8-35) la construction d'une villa particulière sur le bord de la mer pour l'écrivain malade N. Ostrovski. Ce n'est pas pour rien que Staline a lancé en mai dernier le fameux : « Les cadres avant tout ».

Ces deux repos opposés sortent pourtant du même budget des assurances sociales, et le Livadia en question n'est que ce qu'il y a de mieux dans le genre; on ne saurait parler, avec quelque chance d'être entendu, du pire, c'est-à-dire de ces chambrées de repos pour le peuple, où règnent parfois, en plus de la discipline, la disette, les cafards et les punaises.

Les difficultés pour aller passer ses vacances au village, même chez ses parents, étant quasi insurmontables, le travailleur des villes n'a guère d'autre issue que de briguer une place dans un établissement de repos de l'Etat.

Au village, le paysan n'a souvent, depuis la collectivisation forcée, que juste de quoi ne pas mourir de faim et lorsqu'il possède un petit excédent, tout relatif d'ailleurs, il ne le cède qu'à un prix dix et vingt fois supérieur à celui de la ville; le kilo de pain de seigle qui coûtait en 1933-34 de 0,30 à 0,60 rouble à Moscou coûtait chez les paysans de la région de 3 à 6 roubles, tous les autres produits alimentaires à l'avenant. Ainsi, celui qui n'avait pas suffisamment d'argent, mais voulait tout de même respirer le bon air en compagnie de sa famille et éviter la « caserne », était obligé (jusqu'à la suppression récente des cartes d'approvisionnement) de solliciter le « droit » d'acheter à l'avance et sous forme de farine sa ration hebdomadaire de pain, celle de sucre, d'huile, de pâtes, de millet, etc., et d'emporter tout cela avec soi à la campagne. Et oui, on faisait son entrée au village dans une charrette, assis sur un sac de farine qui attirait les regards « envieux » des paysans! Nous avons à Paris un ami qui pourrait témoigner nous avoir aidés en 1933 à mettre aux bagages les précieuses provisions.

Très peu de travailleurs peuvent donc jouir des vacances au village et le séjour dans des « casernes de repos » est à peu près l'unique moyen de fuir la ville.

Une brochure explicative éditée en 1934 par les syndicats soviétiques (2) donne on ne peut plus clairement les principes qui président à l'organisation du repos. Citons-en quelques extraits.

C'est évidemment la « science » qui sert de base (page 39) :

« ...l'étude scientifique du repos des travailleurs, c'est l'étude de l'influence du repos « organisé » sur la restauration des forces, et l'augmentation de la productivité du travail des ouvriers. Une telle étude a une grosse importance pour rationaliser le repos du travailleur... »

L'homme a cessé d'être un but pour devenir plus que jamais un moyen de produire et on remarquera cette insistance sur les moyens d'augmenter son potentiel de productivité et de le doter d'un esprit uniforme adéquat au grand tout que l'élite impose et dont elle seule jouit vraiment (page 12) :

« Tout le système du repos ouvrier en U.R.S.S. sert directement les buts de la construction socialiste, de l'augmentation de la productivité du travail et de la santé de la classe ouvrière. »

---

(2) « Le repos des ouvriers », avec sous-titre « La tâche des syndicats dans les assurances sociales ».

Plus loin, page 40 :

« Les travaux de l'institut d'hygiène et de pathologie du travail d'Odessa démontrent que notre repos ouvrier socialiste ne doit pas être le vieux « repos du (*ott*) travail », mais doit être transformé en « repos pour (*dla*) le travail », pour le relèvement de sa productivité. Pour cela, il faut trouver les formes les plus adéquates, les plus rationnelles du repos ouvrier dans tous les domaines. »

Mais que signifie cette conception du repos « en vue » du travail au lieu du repos « à cause » du travail? (page 12) :

« Le repos de notre ouvrier soviétique doit consister en une juste synthèse alliant la récupération des forces et de l'énergie au développement culturel et politique : les exercices de culture physique pour ceux qui se reposent doivent les préparer à passer avec succès les épreuves du « *prêt pour le travail et la défense* »; on organise des jours spéciaux d'éducation politique, des marches militaires... Tout ceci forme une base solide permettant de détruire à jamais le préjugé extrêmement nuisible hérité de la bourgeoisie que le repos c'est non seulement « ne rien faire » et se défendre contre le travail, mais encore quelque chose qui s'oppose au travail. »

Cela veut dire que le travail, l'atelier devient une obsession monstrueuse. On rêvait du Travail libérant le travailleur, et on dresse un Travail sacré qui l'écrase même au repos. Quelle société avait osé une telle conception et n'est-ce pas une classe exploiteuse nouvelle, jeune et vigoureuse, qui soit seule capable d'autant de hardiesse?

Le « prêt pour le travail et la défense » est un insigne de préparation militaire qu'on accorde aux citoyens et citoyennes ayant passé avec succès des épreuves déterminées de sport et de tir. C'est cela qu'on impose en plus des jours politiques et des marches militaires aux travailleurs en vacances. Il ne faut pas leur laisser le temps de penser, de revenir sur eux-mêmes, ça peut être dangereux un esprit qui flâne! Vite, au nom et à l'aide de la science, mettons-lui des œillères, occupons-le!

Enfin, bon ou mauvais, le repos « organisé » règne en U.R.S.S. Voyons comment on y atteint et qui y atteint.

D'abord, il n'est pas gratuit pour tous, les uns ne paient absolument rien, d'aucuns paient la moitié du transport, d'autres le transport entier, d'autres encore paient le transport, une partie du séjour ou le séjour entier. Le degré de gratuité n'a aucun rapport avec les revenus du travailleur, il ne dépend que de son utilité pour le régime, du « piston » et d'une petite part de chance.

Chaque année, par l'intermédiaire des syndicats, l'usine reçoit un nombre donné de permissions de repos à distribuer (gratuites, semi-gratuites et payantes).

Comment cela se passe-t-il ?

La page 22 de la même brochure nous répond par l'exemple de l'usine « Poutilov » de Léningrad (30 à 40.000 ouvriers métallurgistes) :

« Les organes syndicaux de l'usine « Poutilov » ne donnent leur avis sur un candidat qu'après avoir minutieusement examiné comment il remplissait les normes de productivité, quelles étaient la qualité de son travail et son activité sociale? Etait-il le meilleur oudarnik ?...

« Comme on le voit, à l'usine « Poutilov » on a pris la juste voie pour choisir ceux qui ont droit aux maisons de repos, sanatoria, plages et villes d'eaux... »

Chacun a le droit de poser sa candidature, mais le choix, comme on le voit, ne dépend que très peu de votre état de santé. Si vous n'êtes pas un « notable », soyez au moins un « super-oudarnik » et vous aurez quelque chance de succès!

Quand on a travaillé toute l'année dans la mine ou à l'usine, on aspire au bon air et au changement d'atmosphère, même sous forme de caserne, et pourtant bien peu en peuvent profiter.

Les statistiques officielles pour 1932 (3) indiquent les chiffres suivants :

	PLAGES ET VILLES D'EAUX	SANATORIA
Travailleurs des mines..	1 sur 200	1 sur 60
Textile	1 sur 435	1 sur 140
Enseignement	1 sur 1.400	1 sur 290
Employés (petits)	1 sur 1.660	1 sur 500

Pour l'industrie lourde (y compris les mines) en 1934, Chvernik, secrétaire général du Comité central des syndicats (4), donne :

1 sur 380 1 sur 114

Quant aux chiffres généraux pour tous les travailleurs (sans les paysans), ils donnent, pour 1932, environ 1 sur 500 profitant des plages et villes d'eaux, 1 sur 140 des sanatoria et 1 sur 20 profitant des maisons de repos proprement dites, c'est-à-dire des chambrées de repos dans la banlieue immédiate des villes pour la plupart.

Pour 1934, les *Izviestia* du 1-2-35 donnent des chiffres globaux ne dépassant guère ceux de 1932, alors que la population ouvrière a dans le même temps beaucoup augmenté. Il n'y a donc aucune amélioration des proportions citées.

Ces chiffres officiels appellent les remarques suivantes :

1° Les membres de la famille ne sont pas compris et si on multiplie par 3 le nombre des salariés pour avoir celui des habitants, on obtient que dans une ville de 3 millions d'habitants comme Moscou, environ 2.000 ont joui, plus ou moins gratuitement, des plages et villes d'eaux, 7.000 des sanatoria et 50.000 du repos en banlieue (en réalité, pour Moscou elle-même, les premiers chiffres sont bien plus élevés au détriment de la province où il y a beaucoup moins de notables). Le correctif que peuvent apporter les colonies de vacances pour écoliers — c'est d'ailleurs payant — ne changerait guère l'ordre des chiffres cités, étant donné que le coefficient 3 que nous avons utilisé est un minimum pour l'U.R.S.S.;

2° Sous le nom « travailleur », on comprend à la mine comme à l'usine aussi bien l'ouvrier que ses chefs, les techniciens et les employés de bureau et une simple visite des villes d'eaux, plages et maisons de repos montre que plus on s'élève dans le confortable du repos plus la proportion des responsables et techniciens augmente, partant de zéro dans les casernes de repos de troisième ordre (qui sont l'apanage des permanents de base et des ouvriers super-oudarniks) pour atteindre presque 100 % dans les plages et villes d'eaux en vogue;

3° On n'indique pas le degré de gratuité, alors qu'une partie des intéressés paient une part de leur séjour.

Est-il besoin, maintenant, de résumer que cette pratique « socialiste » de l'inégalité sociale doublée de prime à la productivité et à l'orthodoxie ne saurait être appelée une amélioration du sort des travailleurs ?

Signalons encore, avant de passer aux conclusions, que dans l'esprit soviétique la rubrique de l'hygiène et de la sécurité du travail fait également partie des assurances sociales.

---

(3) Brochure éditée par les syndicats en 1933 : « Le niveau de vie des ouvriers soviétiques s'élève », p. 64.

(4) « Za indoustrializatsiou » du 24 septembre 1934.

Il s'agit du cas, par exemple, où l'ouvrier, respirant la poussière malsaine de sa machine en activité, voit sa situation améliorée par l'installation d'un aspirateur. Sa situation est doublement améliorée, explique-t-on, parce qu'il sera moins sujet aux maladies et que, les conditions de travail étant meilleures, il pourra bénéficier un tant soit peu de l'augmentation de la productivité qui suivra l'*obligatoire* relèvement des normes. (Toute amélioration des conditions de travail amène automatiquement un relèvement des normes.) Ne nous aventurons pas dans une telle compréhension de la rationalisation, elle nous conduirait à dire que Ford fut le premier réalisateur socialiste!

Conclusions

La première conclusion est celle d'un bluff éhonté. Certes, il y a de beaux principes, mais ils ne sont plus déjà que le reflet formel de ce qu'avait imposé au début la classe travailleuse révoltée. Dans une révolution, ce n'est pas ce qu'on arrache à l'Histoire lors du sursaut de colère qui compte, mais ce qu'on a su en conserver par la suite, lorsque le nouveau monde prend forme et que le facteur, auparavant décisif, du peuple déchaîné a disparu. L'histoire des assurances sociales est, en petit, celle de la révolution, c'est-à-dire celle du grignotement des avantages que le travailleur avait imposés en 1917. Mais on ne grignote pas ouvertement un tel colosse, même apaisé; il faut le leurrer de mythes et le flatter par un bluff et une démagogie appropriés. Il ne doit s'apercevoir de la « comédie » que lorsqu'elle est jouée! De là tous ces mots nouveaux, sans contenu, que les révolutions laissent après elles.

La plus grosse partie du budget (les deux tiers) n'a rien à voir avec notre compréhension des assurances sociales et, en réalité, les 30 % du salaire qu'on retient se réduisent par la suite à quelque 6 ou 7 % de supplément de salaire inégalement distribué.

Non seulement la dynamique des budgets généraux des A. S. montre un relèvement considérable de la partie qui leur est étrangère (selon le journal syndical *Le Troud* du 27 juin 1934, le premier groupe de dépenses — pensions et indemnités diverses — représentait encore les deux tiers du budget en 1929; aujourd'hui, seulement le tiers), mais on a dans le même temps diminué le salaire réel par des impôts avoués ou non atteignant de 15 à 21 % du salaire et par une inflation incessante.

On a diminué le taux des secours-maladie et accident, revisé sévèrement les pensions et tellement réduit le standard de vie du travailleur que même le secours aux femmes en couches et les fameuses crèches d'usines ne sont plus qu'une triste nécessité pour la conservation de l'espèce puisque la mère, plus que dans aucun autre pays, est rivée à la « chaîne » et au travail aux pièces des usines.

L'ouvrier ne joue même plus aucun rôle dans l'organisation de sa sécurité. Son syndicat n'est plus qu'un appareil d'Etat remplissant ici la plus basse fonction de la nouvelle société : celle d'entraîner les travailleurs à une plus grande productivité et de leur répartir, selon des règles imposées et iniques, une maigre sécurité — juste ce qu'il faut pour entretenir l'émulation et la jalousie.

Les assurances sociales ne sont que quelques faveurs que l'Etat-patron tout-puissant accorde ou *n'accorde pas*. C'est l'aumône du nouveau monarque aux parias qu'il exploite. Le prolétariat qui accepterait une sécurité dont il ne serait pas le maître montrerait par là sa maturité... pour un nouvel esclavage.

Mais ce qui est encore plus grave, ce sont les nouvelles conceptions qui s'implantent; c'est par elles qu'on voit, pour ainsi dire, le bout de l'oreille de l'Histoire :

Il n'y a plus de propriété privée ! Mais alors, finie l'exploitation ? Que non, le Privilège a plus d'un tour dans son sac : auparavant, il fallait « posséder » quelque chose pour en jouir et c'était ce « posséder » qui irritait ceux qui ne « possédaient » pas. Eh bien! soit, tout le monde possédera la propriété commune maintenant, mais... on en jouira inégalement ! N'est-ce pas beau comme tour de passe-passe ?

Les assurances sociales perpétuent le privilège. Au nom de la sécurité du travailleur, le haut fonctionnaire n'a même plus besoin d'économiser pour l'avenir, la société nouvelle lui garantit le privilège à vie.

Par contre, au travailleur de la base, à qui elle ne peut pour l'instant que garantir la misère à vie, elle dit: « Autrefois, c'était la peur du renvoi qui te faisait augmenter la cadence de travail et te rendait discipliné; maintenant, il n'y a plus de patrons, c'est-à-dire il n'y en a plus qu'un pour tous et le renvoi par lui-même devient un facteur négatif; il faut, au contraire, te lier à l'usine, t'y attacher, même par un secours-maladie et accident, une possibilité de repos et une maigre pension dont les taux varieront selon ta productivité, ta conduite, ton ancienneté et tes opinions à l'égard du nouveau patron. »

Et comme le nouveau Moloch est plus exigeant que l'ancien, il veut qu'on utilise tout, même le repos si maigrement distribué, qu'il transforme au nom de la science — cette science que le marxisme s'était tant appliqué à lier au sort des travailleurs — en système d'éducation politique, de préparation à l'augmentation de la productivité et au service militaire !

Voilà où en sont les assurances sociales en U. R. S. S.

Le niveau de vie matérielle est une chose qui peut varier, la dictature politique personnelle est par essence passagère — ne nous leurrons pas, l'abondance sera encore longue à venir (si elle vient) et la dictature ne semble pas en danger — mais, quoi qu'il arrive, ceux qui s'habituent de plus en plus à tenir une part toujours plus grosse de l'unique gâteau ont déjà suffisamment pris conscience d'eux-mêmes pour ne jamais consentir à la céder.

Ceux qui jouissaient de gros privilèges alors que la misère régnait ne feront qu'avoir plus d'appétit lorsque l'abondance viendra et il ne restera plus aux autres, à ceux d'en bas, qu'à leur arracher des bribes, comme autrefois !

M. Yvon.

UNION SACRÉE PARTOUT !

L'*Humanité* a publié, le 26 mars, un communiqué qui n'appelle point de commentaires. Il est suffisamment éloquent par lui-même. Le voici :

Une délégation de l'Association des serviteurs de la patrie à l'étranger (groupement de Russes émigrés) s'est rendue ce matin au consulat général de l'U.R.S.S. à Paris auquel elle a communiqué le texte d'un télégramme adressé par son bureau à M. Kalinine, président du Comité exécutif de l'U.R.S.S. à Moscou. Ce télégramme est conçu en ces termes :

« A cette heure redoutable que nous traversons, les patriotes russes à l'étranger vous prient de les compter parmi ceux qui sont enrôlés pour le travail et la défense du pays. Nous saluons chaleureusement notre peuple, son gouvernement et l'armée. »

FAITS ET DOCUMENTS

LES DÉCLARATIONS CONTRE LA GUERRE ET L'UNION SACRÉE

Le Syndicat des Correcteurs parisiens

Nous avons publié dans notre précédent numéro la résolution contre la guerre proposée par le Syndicat des Correcteurs parisiens au Congrès de Toulouse; sur la base de ce texte, cette organisation a lancé, à l'occasion du Comité général de l'Union des Syndicats de la région parisienne, le 17 mars, un appel aux syndiqués : « Les Syndicats devant la guerre », suivi d'une résolution complétée à propos des événements actuels et signée par les délégués de plusieurs organisations syndicales. Voici ces deux textes — qui furent, d'ailleurs, par les soins des correcteurs, l'objet d'une large diffusion à la réunion des Conseils syndicaux du 22 mars ainsi qu'au meeting de Japy du 24 :

LES SYNDICATS DEVANT LA GUERRE

CAMARADES SYNDIQUÉS,

Les gouvernements — tous les gouvernements — les impérialismes — tous les impérialismes — vous mènent à la guerre. Réagissez alors qu'il est encore temps. Et faites aussi approuver, par votre Syndicat, la résolution que nous prenons l'initiative de porter à votre connaissance. Cette résolution fut soumise, le 17 mars, au Comité général de l'Union des Syndicats de la Seine par les délégués des Syndicats suivants : *Instituteurs, Boulangers, Gaz de banlieue, Agents des P. T. T., Monnaies et Médailles, Mosaïstes, Cuisiniers, Bijouterie, Casquettiers, Instruments de précision, Correcteurs.*

Le Comité général décida d'adresser cette résolution à tous les Syndicats, afin qu'ils se prononcent à son sujet. Nous voulons croire que ce ne sera pas un enterrement et qu'un tout prochain Comité général sera appelé à entériner ou bien la volonté pacifiste..., ou bien la volonté pro-guerrière de ses adhérents.

Pro-guerrière, disons-nous; hélas! Car il n'est pas niable, et c'est infiniment triste, que l'idée de guerre trouve des alliés dans les milieux syndicalistes et dans les partis politiques d'extrême-gauche.

Mais vous, les syndiqués, vous qui avez tout à perdre dans la guerre, vous ne voudrez pas porter votre sang à son moulin.

Soyez donc nets, catégoriques; déclarez que vous voulez placer le mouvement syndical en dehors des compétitions politiques, gouvernementales, bourgeoises et impérialistes.

Affirmez formellement que vous ferez tout pour la paix, rien pour la guerre.

Voici la résolution que nous soumettons au jugement de votre raison :

Le Comité général de l'Union des Syndicats de la Région parisienne reprend à son compte la motion contre la guerre, que le Congrès confédéral de Toulouse renvoya à la discussion de la Commission administrative de la C.G.T.

Le Comité général proclame l'irréductible opposition de la classe ouvrière française organisée à toute guerre.

Considérant que toute guerre est avant tout une défaite du prolétariat puisque en tout pays, il est appelé à en faire les frais et qu'en premier lieu elle postule l'union sacrée avec la classe bourgeoise;

Considérant également que, par les moyens de destruction mis en action, la guerre moderne ferait retomber l'univers civilisé dans une barbarie telle que pour plusieurs générations toute reconstruction vraiment humaine serait impossible,

Le Comité général déclare :

Qu'en aucun cas, pour quelque raison et en vertu de quelque pacte que ce soit, la classe ouvrière ne donnera son adhésion ni matérielle ni morale à la guerre;

Et qu'enfin elle lui opposera toute sa force par la grève générale.

Face aux événements actuels, et devant les écœurants propos et écrits publiés dans l'intention d'affoler l'opinion publique, le Comité général de l'Union des Syndicats de la Seine a le devoir d'affirmer que les agissements d'un Hitler trouvent leur cause dans le traité de Versailles que la classe ouvrière de ce pays a toujours dénoncé comme un danger pour la paix.

Le Comité général n'ajoute pas foi dans les prétendus sentiments pacifistes des bourgeois français qui, après avoir dépensé des milliards pour dresser des engins de meurtre tout au long de la frontière de l'Est, crient au scandale parce que leurs congénères allemands marchent sur leurs traces. Le scandale serait que le prolétariat soit dupe, une fois de plus, de l'effroyable hypocrisie de ses exploiteurs. Le Comité général l'invite à rester clairvoyant, à ne pas couper dans les mensonges dont on l'a saturé au cours de la dernière guerre.

Le Comité général des Syndicats de la Seine — interprète de la classe ouvrière parisienne — refuse de prendre parti dans le conflit qui oppose les impérialismes; il ne leur fournira point la chair à canon dont ils ont besoin pour assouvir leurs monstrueux desseins. Et les ouvriers parisiens, par son intermédiaire, clament aux deux cents familles et aux gouvernants français leur volonté de ne pas faire la guerre.

Tout, mais pas ça !

Les ouvriers veulent la paix à tout prix ! Ils veulent la paix par n'importe quel moyen !

Voilà leur mot d'ordre.

Ils proclament donc qu'ils ne donneront aucune adhésion à la guerre, quels que soient les sophismes par lesquels — de part et d'autre — on s'efforce de justifier l'injustifiable crime en gestation.

◇◇◇

« Le Barrage »

En un numéro spécial, daté du 14 mars, tiré à 150.000 exemplaires, le « Barrage », organe de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix (30, rue Joubert, Paris-9e), a publié un appel : « Pour sauver la Paix ! » dont voici le texte :

Nous sommes tous d'accord. Le dernier geste théâtral d'Hitler est d'autant plus incompréhensible et regrettable que le Führer avait paru, quelques jours plus tôt, nous tendre la main. Mais il faut, cette fois, puisqu'il nous en donne l'occasion, crever ce fétide abcès qu'est devenu, à la longue, ce Traité de Versailles, fondé sur la violence et sur la haine.

Ce n'est pas en cédant à la psychose de guerre qu'essayent, à l'heure tragique où nous sommes parvenus, de propager et d'envenimer les éternels ennemis de la véritable paix, que cet abcès sera nettoyé et guéri,

Peuple, ne te laisse pas tromper !

⁂

Il ne faut pas que nos gouvernants procèdent aux conversations européennes avec cette idée : « Mieux vaut faire la guerre aujourd'hui que dans deux ans ! » Ce serait monstrueux ! Non. Mieux vaut ni aujourd'hui, ni plus tard : le temps gagné pouvant être employé à réaliser une entente générale.

Nous ne voulons pas que de stupides vanités et des intérêts sordides conduisent au massacre nos enfants et nous.

Nous réclamons de tous le sang-froid, marque de

vrai courage, donc un calme examen de la situation internationale.

Souvenons-nous que tant qu'Hitler, faisant appel à l'esprit d'équité, s'est borné à demander, non le réarmement de l'Allemagne, mais le désarmement des peuples vainqueurs, qui, en vertu même du traité de Versailles, aurait dû suivre le désarmement de l'Allemagne, il n'a pu être entendu.

Il est regrettable, mais il est compréhensible que cette expérience l'ait conduit à un détestable abus de décisions unilatérales.

En tout cas, ce n'est pas une raison pour opposer à une condamnable manifestation un esprit d'entêtement et des préoccupations de prestige qui risquent de déchaîner les pires catastrophes.

Le passé est irrévocable; envisageons l'avenir.

⁂

En dépit de la forme donnée aux demandes du Chancelier allemand, apprécions ces demandes en elles-mêmes avec une clairvoyante équité.

Osons proclamer ce qu'elles ont d'acceptable, et cherchons si elles ne peuvent pas être le point de départ d'une utile organisation de la paix.

Bien qu'il contribuât à l'œuvre de paix, le pacte de Locarno ressemblait encore de trop près à l'inique Traité de Versailles. Il est légitime qu'il soit remplacé par un traité garantissant, pour vingt-cinq ans au moins, les frontières de la France, de l'Allemagne et de la Belgique et par un pacte général de non-agression inscrit dans le cadre de la S. D. N. et garantissant aussi bien l'Est que l'Ouest de l'Europe. Il serait souhaitable que non seulement des deux côtés de la frontière du Rhin, mais sur toutes les frontières de tous les pays, s'étendissent des zones démilitarisées.

Il est nécessaire qu'un pacte aérien écarte tout danger d'attaque aérienne subite, en attendant que le désarmement général écarte tout danger de guerre.

Il est juste qu'un régime d'égalité soit établi en matière coloniale et qu'une distribution équitable des matières premières soit réalisée en attendant que le problème des colonies reçoive une solution humaine. Il est juste aussi que le statut de la Société des Nations soit dissocié de l'inique Traité de Versailles, et que ce consortium de gouvernants hostiles devienne une fraternelle union de peuples également libres, où l'Allemagne pourra prendre sa place à côté de la France et de l'U.R.S.S.

Il doit être entendu que dans cette atmosphère apaisée devront s'établir des rapports d'égalité courtoise entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. en dépit de leurs gouvernements.

Il faudra alors que tous les peuples s'accordent à réaliser ce désarmement général sans lequel il n'y aura jamais dans le monde de paix durable.

⁂

Telle est la politique positive que nous opposons à toute action gouvernementale risquant de conduire des millions d'hommes à la mort, notre pays à la ruine, l'humanité à la barbarie.

Que chacun prenne l'énergique résolution suivante :

Nous refusons de nous associer au crime et à la folie que serait une guerre nouvelle.

Et nous réclamons qu'entre la France, l'Allemagne et tous les autres peuples soient établis des rapports de compréhension mutuelle, d'équitable indulgence, de cordiale fraternité.

◇◇◇

Travailleurs, vous êtes trahis ! *Sous ce titre, un groupe de camarades a lancé l'appel suivant à ceux qui n'ont pas oublié la « guerre du Droit et de la Liberté ». Adresser les signatures à Lucie Colliard, 4, avenue Anatole-France, à Clichy (Seine).*

Développant partout les restrictions et l'angoisse, le nationalisme étend peu à peu sa nuit sur toute la Terre. Au nationalisme agressif des pays pauvres répond, dans les pays riches, le nationalisme de la peur.

Aveuglés par l'avidité et la panique, les troupeaux humains, par millions, sont prêts à s'entre-tuer.

Dans cet affolement de la nature humaine tout entière, quelles voix font entendre ceux qui s'étaient dressés autrefois avec la résolution de délivrer le monde de ses sanglantes pratiques militaires ?

Nous nous rappelons que les masses humaines ont été une fois soulevées par l'action communiste opposant au capitalisme et à sa guerre l'arme brisante du défaitisme révolutionnaire.

Une confusion nouvelle semble s'ajouter aujourd'hui à la stupeur générale. Sous prétexte du maintien de la paix, ceux qui s'élevaient jusque-là contre la guerre sont ouvertement entrés dans l'un des camps. L'*Humanité* enregistre aujourd'hui sans réserves le message belliqueux de Sarraut. Elle répond à cet appel par un mot d'ordre abject : l'union de la nation française...

La guerre entre les chiens impérialistes soulevait le dégoût : les communistes s'emploient aujourd'hui à la camoufler en croisade. Ils brandissent sur un monde accablé le drapeau d'une croisade antifasciste : annonciateur d'une duperie sanglante...

Dans la nuit où toutes choses humaines déraillent lentement, les communistes se sont réduits au rôle de défenseurs du *stuto quo* fixé à Versailles. Ils se préparent à servir demain d'aboyeurs à l'état-major français, quand cet état-major enverra au poteau tous ceux qui n'auront pas oublié ce qu'ils ont lu dans l'*Humanité* d'hier.

L'armée allemande envahit aujourd'hui une région allemande au mépris des traités...

Conformément aux mêmes traités, l'armée française, en 1923, envahissait la Ruhr.

La forfanterie illégale de Hitler répond à la brutalité légale de la France. Les policiers de Versailles et de la Ruhr, afin de mieux assurer la sécurité française, ont accouché l'Allemagne de Hitler ! Nous n'avons rien de commun avec la démence infantile du nationalisme allemand, rien de commun avec la démence sénile du nationalisme français.

Dans ce monde obscur, où se heurtent des stupidités qui se composent et se complètent l'une l'autre, nous ne pouvons que nous reconnaître formellement étrangers.

Lorsque M. Sarraut refuse de « laisser placer Strasbourg sous le feu des canons allemands », nous comprenons que nous sommes situés en dehors d'un monde où une telle phrase peut être énoncée sans soulever la répugnance et même le rire.

Lorsque Staline couvre de son autorité l'armement français, lorsque Radek excite les nationalistes de ce pays à la haine de l'Allemagne, nous nous considérons comme trahis ; nous refusons d'emboîter le pas derrière ceux qui s'apprêtent au massacre mutuel.

Nous n'envisagerons pas, dans ce premier texte, les conséquences pratiques et l'efficacité que l'action des masses donnera un jour à un tel refus. La lutte qui nous oppose au tumulte général, nous la mènerons jusqu'à la limite de nos forces. Mais quel que soit ce résultat, heureux ou, pour un temps, misérable, nous maintiendrons, face à l'abrutissement des nationalistes de tous pays, de tous partis, l'intégrité d'une volonté inaccessible à la panique. Nous méconnaissons les liens formels qui prétendent nous attacher à une nation quelconque : nous appartenons à la communauté humaine, trahie aujourd'hui par Sarraut comme par Hitler et par Thorez, comme par La Rocque.

La réalité inébranlable et dominante de cette communauté sera maintenue même par une minorité d'hommes, au-dessus des crimes des nationalismes de tous les pays : jusqu'au jour où les peuples, épuisés par les déments qui les conduisent, reconnaîtront l'issue libératrice.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

LA BIOTYPOGRAPHIE — COURBEVOIE — DÉP. 02-56

VIENT DE PARAITRE *Collection Etudes et Documents sur la Guerre N° 12*

ALFRED ROSMER

Le Mouvement Ouvrier pendant la Guerre

DE L'UNION SACRÉE A ZIMMERWALD

Combien de fois des camarades nous ont demandé ce qu'ils pourraient bien lire sur le mouvement ouvrier pendant la guerre. Ces questions se faisaient plus nombreuses encore depuis quelques mois, où la guerre menace de nouveau de toutes parts et impose aux travailleurs de déterminer, dans une situation complexe, leur attitude et leur action. D'autre part, le mouvement d'unité syndicale — comme maintenant celui pour le parti unique du prolétariat — poussait les jeunes camarades à rechercher les causes de la scission, disparues dans les controverses volontairement confuses de leurs dirigeants. Etait-ce bien la guerre la raison profonde ?

Mais nous ne pouvions leur indiquer aucun livre qui fût substantiel et sérieux, surtout sur la première période de la guerre — à peine quelques brochures, dont certaines appellent toutes réserves.

Enfin, voici le livre qui apporte la réponse à leurs multiples questions.

Est-ce une Histoire? L'auteur — qui fut acteur de premier plan dans ces événements — s'en défend, trop modestement. Acceptons que ce ne soit qu'une contribution à une histoire définitive. Mais elle est d'importance. Elle apporte surtout à tous ceux qui n'ont pas vécu cette époque et veulent la comprendre, une masse de données et un tableau d'atmosphère. Celui-ci se forme tout naturellement sous nos yeux par la succession de tranches de vie courante que Rosmer puise dans ses souvenirs. Pour celles-là, il nous offre un travail vraiment complet et plein de pièces inédites, qui serre de près le sujet du livre : du déroulement de l'abdication à la renaissance du mouvement révolutionnaire.

Il ne faut surtout pas — particulièrement aujourd'hui — y aller chercher de la petite Histoire. Les personnes — même si certaines sursautent au rappel de leur rôle d'hier — n'occupent de place qu'autant que Rosmer dresse le bilan général d'une faillite. Son jugement est de portée générale. Le sens du livre est dans l'explication d'une époque et dans sa leçon, qu'il ne faut laisser ni perdre ni atteindre. C'est ce qui se dégage d'ailleurs clairement de toutes les pages de ce document essentiel.

⁂

Des camarades trouveront peut-être ce livre cher. Mais à la réflexion, il leur apparaîtra certainement qu'il correspond strictement à son importance matérielle, et il va de soi que notre Coopérative fait exécuter ses travaux dans les conditions syndicales. C'est là une forme de solidarité ouvrière qui devrait trouver son complément dans des souscriptions plus nombreuses à nos Editions — seul moyen qui nous permettrait d'en diminuer le prix.

Un volume in-8 carré de 600 pages. Prix : **45** fr.

Le prix de souscription à **30** *francs sera maintenu jusqu'au 1er Mai*

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-Xe

Téléphone : Combat 08-02 — Chèque postal : Paris 43-08

D'abord, comprendre !

Le volume que nous offre la collection de la " Révolution Prolétarienne ", est une nouvelle édition de l'ouvrage du même auteur, publié en 1925 par la *Librairie du Travail* et portant le même titre. La présente édition nous donne un livre nettement supérieur au premier. *Louzon* domine mieux son sujet. Il l'a médité et creusé et il fait bénéficier le prolétariat du fruit de son étude et de ses observations.

La présente *Economie capitaliste* est d'une tenue plus hautement scientifique que la première. *Louzon* s'est attaché, tant dans l'exposé des principes que dans la démonstration des problèmes, à éviter la métaphysique des arguments psychologiques pour s'appuyer sur la réalité scientifique. Il le fait avec le maximum de simplicité, sans aucune pédanterie, en essayant d'être concret le plus possible...

...Il est impossible, dans le cadre de ce compte rendu, de citer tout ce qui, à divers titres, est intéressant dans ce livre et de le discuter. Nous en recommandons vivement la lecture et même l'étude à nos camarades. Ceux qui veulent connaître la conception marxiste de l'économie capitaliste trouveront là l'enseignement clair et complet qu'il leur faut.

" LE FONCTIONNAIRE SYNDICALISTE "
(Décembre 1935)

Lisez tous :

l'Economie Capitaliste

Principes d'économie politique

par Robert LOUZON

Un volume, envoyé franco contre 12 francs versés
à notre Compte postal : " LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE " 734-99 Paris